



Brest, le 05 juin 2012

Division action de l'Etat en mer

ARRETE N° 2012/ 054

Portant agrément pour l'utilisation d'une hélisurface en mer à bord du M/Y *Skat*.

Le préfet maritime de l'Atlantique,

- VU la convention relative à l'aviation civile internationale conclue à Chicago le 7 décembre 1944 ;
- VU le code pénal ;
- VU le code des transports ;
- VU le code de l'aviation civile ;
- VU le code des douanes ;
- VU le décret n° 77-733 du 6 juillet 1977 portant publication de la convention pour le règlement international pour prévenir les abordages en mer ;
- VU le décret n° 91-660 du 11 juillet 1991 relatif aux règles de l'air et aux services de la circulation aérienne ;
- VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- VU l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux ;
- VU l'arrêté interministériel du 17 novembre 1958 modifié relatif à la réglementation de la circulation aérienne des hélicoptères ;
- VU l'arrêté interministériel du 22 février 1971 portant réglementation des hélisurfaces aux abords des aérodromes ;
- VU l'arrêté interministériel du 16 juillet 1985 relatif aux plans de vol ;
- VU l'arrêté interministériel du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;
- VU l'arrêté interministériel du 6 mai 1995 sur les aérodromes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères ;

- VU l'arrêté interministériel du 20 avril 1998 modifié portant ouverture des aérodrômes au trafic aérien international ;
- VU la demande formulée par Valkyrie Leasing LLC le 6 avril 2012 ;
- VU les avis des administrations concernées.

**CONSIDERANT** la nécessité de réglementer l'activité aérienne des aéronefs privés évoluant à partir de yachts privés dans l'espace aérien associé à la zone maritime de l'Atlantique ;

**SUR PROPOSITION** de l'adjoint au préfet maritime de l'Atlantique pour l'action de l'Etat en mer.

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** A compter de la date de publication du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2012, l'hélicoptère immatriculé N486CS est autorisé à utiliser l'hélistrace du navire M/Y *Skat* (IMO 1007287) dans les eaux intérieures et la mer territoriale sous souveraineté française en Atlantique pour effectuer des vols privés au bénéfice du propriétaire du navire.

Seuls les pilotes Charles Simonyi, Kenneth Tuthill et David Mari sont autorisés à utiliser cette hélistrace. Les documents des pilotes et de l'aéronef doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.

En application de l'article 16 de l'arrêté du 6 mai 1995 sur les aérodrômes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères, il est rappelé que l'hélistrace est utilisée sous la responsabilité du pilote commandant de bord ou de l'exploitant de l'hélicoptère.

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables à l'intérieur des limites administratives des ports, dont les autorités de police sont compétentes pour réglementer l'activité, et dans les estuaires en deçà des limites transversales de la mer.

L'hélistrace ne doit en aucun cas être utilisée lorsque le navire se situe dans la bande littorale des 300 mètres mesurée à partir du rivage.

Une attention particulière devra être portée dans les zones de tirs des centres d'essais de lancement de missiles (sites de Gâvres et de Biscarosse).

**Article 3 :** Les formalités douanières concernant les personnes et les marchandises sous sujétion douanière susceptibles d'être transportées doivent être accomplies auprès des services douaniers compétents. En cas de besoin, les services des douanes peuvent accéder librement aux installations.

Lorsque l'hélicoptère mentionné à l'article 1<sup>er</sup> effectue un vol à destination ou en provenance de l'étranger ou en cas d'ouverture de l'hélistrace aux vols intérieurs, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la convention d'application de l'accord de Schengen, les formalités de douanes et de police doivent être accomplies dans les aéroports les plus proches ouverts à ces opérations, selon les dispositions de l'arrêté du 20 avril 1998 modifié portant ouverture des aérodrômes au trafic international.

**Article 4 :** Les dispositions de l'arrêté du 22 février 1971 et de l'arrêté interministériel du 6 mai 1995 qui régissent la création et l'utilisation d'une hélistrace doivent être strictement respectées et le présent arrêté n'emporte aucune dérogation aux règles de

l'air et au règlement des transports aériens notamment :

- aux restrictions de l'espace aérien (décret n° 91-660 du 11 juillet 1991) ;
- au respect du statut des espaces aériens traversés et à l'obligation de contact radio avec les organismes gestionnaires ;
- aux règles de vol (arrêtés du 10 octobre 1957 et du 17 novembre 1958) ;
- aux équipements et documents réglementaires en particulier pour les survols maritimes (arrêté du 24 juillet 1991).

**Article 5 :** En application de l'article 15 de l'arrêté du 6 mai 1995, l'utilisation de l'hélicoptère aux abords des aérodromes est soumise à l'autorisation préalable de l'autorité aéronautique responsable.

Aucun mouvement n'est autorisé lorsque le navire se trouve à moins de 8 kilomètres des aérodromes de catégories A et B, 6 kilomètres des aérodromes de catégorie C et 2,5 kilomètres des aérodromes de catégories D et E (zones définies par l'arrêté du 22 février 1971).

**Article 6 :** Pour tout vol au départ effectué dans les limites d'une zone de contrôle (CTR) de la direction de la sécurité de l'aviation civile (DSAC) Ouest, le dépôt d'une intention de vol auprès du bureau régional d'information et d'assistance au vol (BRIA) de Nantes (Tél. : 02 28 00 25 70), **30 minutes avant le vol**, est nécessaire.

Pour tout vol au départ effectué dans les limites d'une CTR de la DSAC Sud-Ouest, le dépôt d'une intention de vol auprès du BRIA de Bordeaux (Tél. : 05 57 92 83 31), **30 minutes avant le vol**, est nécessaire.

L'intention de vol doit contenir les éléments suivants :

- l'indicatif de l'aéronef ;
- le nom du navire ;
- la destination ;
- le premier point de report.

De plus, **10 minutes avant son décollage**, le pilote doit appeler le chef de la circulation aérienne de la tour de contrôle concernée pour confirmer son vol et la position du navire.

**Article 7 :** Le pilote doit respecter scrupuleusement les procédures et les statuts relatifs aux zones aériennes de défense éventuellement traversées à l'occasion des vols. Il est invité à se reporter aux NOTAM pour se renseigner sur les différentes zones concernées.

Avant la planification des vols, le pilote devra notamment contacter le centre de contrôle marine (CCMAR) Atlantique (Tél. : 02 98 31 82 72 – Courriel : [ccmar-atlantique@marine.defense.gouv.fr](mailto:ccmar-atlantique@marine.defense.gouv.fr)).

Avant de faire évoluer l'hélicoptère en zone LF-D18AB, le pilote devra contacter le CCMAR Atlantique sur fréquence radio 124,725 MHz.

La zone LF-P112 est interdite à la navigation aérienne. Les zones LF-R13AB, LF-R154, LF-R157 sont à éviter lorsque ces dernières sont activées (informations données par téléphone ou contact radio VHF). Les zones LF-R13C, LF-D16ACDE et LF-D18D sont à éviter lorsqu'elles sont activées (informations données par NOTAM).



Les NOTAM sont consultables sur le site: <http://www.sia.aviation-civile.gouv.fr>.

Des informations supplémentaires sont disponibles dans la documentation AIP France ENR5.1 sur le site: [http://www.sia.aviation-civile.gouv.fr/html/frameset\\_aip\\_fr.htm](http://www.sia.aviation-civile.gouv.fr/html/frameset_aip_fr.htm).

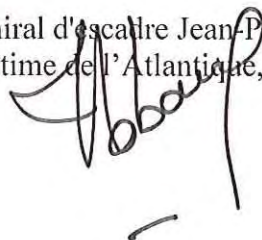
**Article 8 :** Tout incident ou accident doit être signalé à la brigade de la police aéronautique concernée ou, à défaut, à la direction zonale de la police aux frontières (DZPAF) Ouest ou Sud-Ouest ainsi qu'au district aéronautique compétent.

Dans le cadre du plan Vigipirate, tout comportement ou événement suspect observé par les pilotes lors de la mise en œuvre de l'hélicoptère doit également être signalé aux autorités compétentes.

**Article 9 :** Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux peines prévues par le code de l'aviation civile, le code des transports et le code pénal.

**Article 10 :** Les personnes énumérées à l'article L.150-13 du code de l'aviation civile, les officiers et agents habilités en matière de police de la navigation maritime, les agents des douanes, les officiers et agents de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de départements de la façade maritime de l'Atlantique.

Le vice-amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne  
préfet maritime de l'Atlantique,





**DIFFUSION**

- Préfecture Ille-et-Vilaine (pour insertion au RAA)
- Préfecture Côtes d'Armor (pour insertion au RAA)
- Préfecture Finistère (pour insertion au RAA)
- Préfecture Morbihan
- Préfecture Loire-Atlantique
- Préfecture Vendée
- Préfecture Charente-Maritime (pour insertion au RAA)
- Préfecture Gironde (pour insertion au RAA)
- Préfecture Landes (pour insertion au RAA)
- Préfecture Pyrénées Atlantiques
- DML Ille-et-Vilaine
- DML Côtes d'Armor
- DML Finistère
- DML Morbihan
- DML Loire-Atlantique
- DML Vendée
- DML Charente-Maritime
- DML Gironde
- DML Pyrénées Atlantiques et Landes
- DIRM NAMO
- DIRM SA
- CROSS Corsen
- CROSS Etel
- GROUPEGENDMAR Atlantique
- GROUPEGENDEP Ille-et-Vilaine
- GROUPEGENDEP Côtes d'Armor
- GROUPEGENDEP Finistère
- GROUPEGENDEP Morbihan
- GROUPEGENDEP Loire-Atlantique
- GROUPEGENDEP Vendée
- GROUPEGENDEP Charente-Maritime
- GROUPEGENDEP Gironde
- GROUPEGENDEP Landes
- GROUPEGENDEP Pyrénées Atlantiques
- DRGC Nantes
- FOSIT Brest (pour diffusion auprès des sémaphores concernés)
- CCMAR Atlantique
- DSAC Ouest
- DSAC Sud-Ouest
- DZPAF Ouest
- DZPAF Sud-Ouest
- ZAD Nord
- ZAD Sud
- SHOM
- CNIGM
- Valkyrie Leasing LLC  
6505 Perimeter Rd S  
Seattle - WA 98108
- Monsieur William Lavalée : [blinmaine@gmail.com](mailto:blinmaine@gmail.com) – [bill@valkyrielle.net](mailto:bill@valkyrielle.net)
- OPS (OPSCOT – INFONAUT – AERO)
- AEM (RDO pour diffusion sur le site Internet de la préfecture maritime de l'Atlantique – SEC)
- Archives (3.1.1)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

**ARRÊTÉ du 8 juin 2012**

---

***PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA PÊCHE, DU  
RAMASSAGE, DU TRANSPORT, DE LA PURIFICATION, DU  
STOCKAGE, DE L'EXPÉDITION, DE LA DISTRIBUTION, ET DE LA  
COMMERCIALISATION EN VUE DE LA CONSOMMATION  
HUMAINE DE MOULES EN PROVENANCE DU BASSIN  
D'ARCACHON***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le règlement (CE) n°178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires et notamment son article 14 ;
- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°854/2004 du parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU** le code de la Santé publique et notamment son article L. 1311-4
- VU** le code rural et des pêches maritimes et notamment son article L. 232-1 et les articles R. 202-1 à R. 202-34 R. du Code rural relatifs aux laboratoires et les articles R.231-35 à R. 231-59 relatifs aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants.
- VU** la loi n°91-411 du 2 mai 1991, relative à l'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture.
- VU** le décret n°83-228 du 22 mars 1983 modifié, fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
- VU** le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;
- VU** le décret n° 89-247 du 14 avril 1989 portant application de l'article 1er de la loi n° 84-608 du 16 juillet 1984 relative à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;
- VU** le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 21 mai 1999 relatif au classement de salubrité et à la surveillance des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;
- VU** l'arrêté interministériel du 28 février 2000 fixant les conditions de transport de coquillages vivants avant expédition ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°294 du 30 mai 2008 portant classement de salubrité des zones de production de coquillages dans le département de la Gironde ;
- VU** le résultat des analyses effectuées par le réseau de surveillance phyco-planctonique (REPHY) de l'IFREMER ;

**VU** l'avis du directeur de la délégation territoriale Gironde de l'ARS en date du 8 juin 2012 ;

**SUR PROPOSITION** du directeur des territoires et de la mer de la Gironde ;

**CONSIDÉRANT** que la toxicité des toxines lipophiles mesurée dans les coquillages fouisseurs du banc d'Arguin est revenue à un taux inférieur au seuil sanitaire réglementaire ;

**CONSIDÉRANT** que la toxicité des toxines lipophiles mesurées dans les moules reste à un taux supérieur au seuil sanitaire réglementaire ;

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er** – La pêche professionnelle et la pêche à pied de loisir, le ramassage, le transport, le stockage, la purification, l'expédition, la distribution et la commercialisation en vue de la consommation humaine des moules en provenance du Bassin d'Arcachon (toutes zones de production) sont interdits.

**ARTICLE 2 :** . Ces mesures seront rapportées sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer au vu des résultats de la surveillance - Dinophysis et toxines lipophiles indiquant une situation sanitaire conforme à la réglementation.

**ARTICLE 4** – l'arrêté portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, du stockage, de l'expédition, de la distribution et de la commercialisation en vue de la consommation humaine de moules et de coquillages fouisseurs en provenance du Bassin d'Arcachon du 11 mai 2012 est abrogé.

**ARTICLE 5** - Le directeur de cabinet du Préfet de la Gironde, le sous-préfet d'Arcachon, les maires des communes concernées, le directeur des territoires et de la mer de la Gironde, le directeur de la protection des populations de la Gironde, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 juin 2012

Le Préfet,

Patrick STEFANINI



**Arrêté du 14 mars 2012 portant agrément régional  
des associations et unions d'associations  
représentant les usagers dans les instances  
hospitalières ou de santé publique**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L. 1114-1 et R. 1114-1 à R. 1114-16 ;

VU l'avis de la Commission nationale d'agrément réunie le 24 février 2012 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est agréée au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, l'association suivante :

« ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE LA GIRONDE »,

**Article 2** : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 14 mars 2012

Pour la Directrice générale de l'ARS Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice générale adjointe,

**Anne BOUYGARD-BARON**

ARRETE du 01 AVR. 2012

Portant autorisation d'extension au profit de l'Association de soins à domicile de la Haute Gironde de 10 places « de soins de réhabilitation et d'accompagnement » du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) « de la Haute Gironde » sis 10 avenue Maurice Lacoste - Le Grand Barrail - à Saint-Savin (33920) antérieurement autorisées à titre expérimental par arrêté du 25 novembre 2010.

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-1 et suivants relatifs à l'autorisation et à l'agrément des établissements et services sociaux et médico-sociaux et les articles D. 312-1 et suivants relatifs aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile ;

**VU** la décision du directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant des dotations régionales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L. 314-3-II du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1995 portant autorisation de création du SSIAD « de la Haute Gironde » sis 10 avenue Maurice Lacoste - Le Grand Barrail - à Saint-Savin (33920) d'une capacité de 20 places ;

**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine du 25 novembre 2010 portant autorisation d'une extension à titre expérimental de 10 places « de soins de réhabilitation et d'accompagnement » du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) « de la Haute Gironde » sis 10 avenue Maurice Lacoste - Le Grand Barrail - à Saint-Savin (33920) portant la capacité à 187 places ;

**VU** la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/110 du 23 mars 2011 relative à la mise en œuvre des mesures médico-sociales du Plan Alzheimer (Mesure 6) ;

**VU** le dossier de mise en conformité au cahier des charges des équipes spécialisées Alzheimer à domicile - publié par la circulaire précitée - transmis le 19 septembre 2011 par le directeur du Service de Soins Infirmiers à Domicile « de la Haute Gironde » ;

**CONSIDERANT** que l'équipe spécialisée Alzheimer autorisée à titre expérimental par arrêté du 25 novembre 2010 est conforme au cahier des charges des équipes Alzheimer présenté par la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/110 du 23 mars 2011 relative à la mise en œuvre des mesures médico-sociales du Plan Alzheimer (Mesure 6) et que les indicateurs d'activité ont été renseignés ;

**CONSIDERANT** que l'activité décrite permet de répondre au besoin de diversification des prises en charge à domicile pour les personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer, ces dernières étant maintenues à domicile le plus longtemps possible ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'équipe spécialisée Alzheimer permet notamment de répondre aux critères de qualité, de faisabilité, d'appropriation de la problématique et de partenariats qui étaient attendus dans le cadre des équipes spécialisées Alzheimer à domicile ;

**CONSIDERANT** les crédits notifiés par la CNSA à l'ARS d'Aquitaine sur l'enveloppe 2009/2010 permettant l'attribution de 10 places de « soins de réhabilitation et d'accompagnement » SSIAD ;

**SUR** proposition du directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ;

## **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l' Association de soins à domicile de la Haute Gironde pour une extension de 10 places du SSIAD « Association de soins à domicile de la Haute Gironde » sis 10 avenue Maurice Lacoste - Le Grand Barrail - à Saint-Savin (33920) en vue de réaliser une prestation de soins de réhabilitation et d'accompagnement auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

La capacité totale du SSIAD « de la Haute Gironde » sis 10 avenue Maurice Lacoste - Le Grand Barrail - à Saint-Savin (33920) est en conséquence portée à 187 places destinées aux personnes âgées malades ou dépendantes.

Cette nouvelle prestation est dispensée notamment par une équipe spécialisée composée d'un ergothérapeute et/ou d'un psychomotricien, d'aide-soignant et d'aide médico-psychologique formés comme assistants de soins en gériatrie.

**ARTICLE 2** - La zone d'intervention de l'équipe spécialisée pour la prise en charge de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées couvrira les cantons de Blaye, Bourg-sur-Gironde, Saint-Savin, Saint-Ciers-sur-Gironde et Saint-André-de-Cubzac.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 5** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 6** - Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** ASS DE SOINS A DOM DE LA HAUTE GIRONDE

N° FINESS : 330007501

N° SIREN : 402945422

Code statut juridique : 61 Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique



Entité établissement : SSIAD DE LA HAUTE GIRONDE

N° FINESS : 330007527

N° SIRET : 40294542200010

Code catégorie : 354 SSIAD capacité : 232

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
358	Soins infirmiers à domicile	16	Prestation en milieu ordinaire	700	Personnes âgées	177
358	Soins infirmiers à domicile	16	Prestation en milieu ordinaire	010	Tous types de déficiences personnes handicapées	45
357	Soins d'accompagnement et réhabilitation	16	Prestation en milieu ordinaire	436	Alzheimer	10

**ARTICLE 7** - Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde ou de sa notification pour les personnes auxquelles il sera notifié.

**ARTICLE 8** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01 AVR. 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

Anne BARON

ARRETE du 01 AVR. 2012

Portant autorisation d'extension au profit de la fondation « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » de 10 places « de soins de réhabilitation et d'accompagnement » du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » sis 201 rue Robespierre à Talence (33400) antérieurement autorisées à titre expérimental par arrêté du 25 novembre 2010.

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-1 et suivants relatifs à l'autorisation et à l'agrément des établissements et services sociaux et médico-sociaux et les articles D. 312-1 et suivants relatifs aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile ;

**VU** la décision du directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant des dotations régionales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L. 314-3-II du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 mai 1982 portant autorisation de création du SSIAD « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » sis 201 rue Robespierre à Talence (33400) d'une capacité de 50 places ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2007 portant autorisation d'extension de 53 places du SSIAD « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » sis 201 rue Robespierre à Talence (33400) fixant la capacité à 183 places ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2009 d'autorisation d'extension à titre expérimental de 10 places « de soins de réhabilitation et d'accompagnement » du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » sis 201 rue Robespierre à Talence (33400) portant la capacité à 193 places ;

**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine du 25 novembre 2010 portant prorogation d'une autorisation d'extension à titre expérimental de 10 places « de soins de réhabilitation et d'accompagnement » du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » sis 201 rue Robespierre à Talence (33400) portant la capacité à 193 places ;

**VU** la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/110 du 23 mars 2011 relative à la mise en œuvre des mesures médico-sociales du Plan Alzheimer (Mesure 6),

**VU** le dossier de mise en conformité au cahier des charges des équipes spécialisées Alzheimer à domicile - publié par la circulaire précitée - transmis le 15 septembre 2011 par le directeur du Service de Soins Infirmiers à Domicile « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » sis 201 rue Robespierre à Talence (33400) ;

**CONSIDERANT** que l'équipe spécialisée Alzheimer autorisée à titre expérimental par arrêté du 25 novembre 2010 est conforme au cahier des charges des équipes Alzheimer présenté par la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/110 du 23 mars 2011 relative à la mise en œuvre des mesures médico-sociales du Plan Alzheimer (Mesure 6) et que les indicateurs d'activité ont été renseignés ;

**CONSIDERANT** que l'activité décrite permet de répondre au besoin de diversification des prises en charge à domicile pour les personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer, ces dernières étant maintenues à domicile le plus longtemps possible ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'équipe spécialisée Alzheimer permet notamment de répondre aux critères de qualité, de faisabilité, d'appropriation de la problématique et de partenariats qui étaient attendus dans le cadre des équipes spécialisées Alzheimer à domicile ;

**CONSIDERANT** les crédits notifiés par la CNSA à l'ARS d'Aquitaine sur l'enveloppe 2009/2010 permettant l'attribution de 10 places de « soins de réhabilitation et d'accompagnement » SSIAD ;

**SUR** proposition du directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ;

## **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la fondation « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » pour une extension de 10 places du SSIAD « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » sis 201 rue Robespierre à Talence (33400) en vue de réaliser une prestation de soins de réhabilitation et d'accompagnement auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

La capacité totale du SSIAD «Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle » est en conséquence portée à 193 places destinées aux personnes âgées malades ou dépendantes.

Cette nouvelle prestation est dispensée notamment par une équipe spécialisée composée d'un ergothérapeute et/ou d'un psychomotricien, d'aide-soignant et d'aide médico-psychologique formés comme assistants de soins en gériatrie.

**ARTICLE 2** - La zone d'intervention de l'équipe spécialisée pour la prise en charge de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées couvrira les cantons de Bègles, Gradignan, La Brède, Pessac 1 et 2, Talence et Villenave d'Ornon.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.



**ARTICLE 5** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 6** - Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique** : Fondation « Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle »

N° FINESS : 330780552

N° SIREN : 782021307

Code statut juridique : 63 Fondation

**Entité établissement** : SSIAD MAISON DE SANTE PROTESTANTE DE BORDEAUX BAGATELLE

N° FINESS : 330791039

N° SIRET : 78202130700056

Code catégorie : 354 SSIAD capacité : 203

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
358	Soins infirmiers à domicile	16	Prestation en milieu ordinaire	700	Personnes âgées	183
358	Soins infirmiers à domicile	16	Prestation en milieu ordinaire	010	Tous types de déficiences personnes handicapées	10
357	Soins d'accompagnement et réhabilitation	16	Prestation en milieu ordinaire	436	Alzheimer	10

**ARTICLE 7** - Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde ou de sa notification pour les personnes auxquelles il sera notifié.

**ARTICLE 8** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 03 AVR. 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
Anne BARON

ARRETE du 01 AVR. 2012

Portant autorisation d'extension au profit de l'Association « Vie Santé Mérignac » de 10 places « de soins de réhabilitation et d'accompagnement » du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) « Vie Santé Mérignac » sis 412 avenue de Verdun à MERIGNAC (33700) antérieurement autorisées à titre expérimental par arrêté du 25 novembre 2010.

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-1 et suivants relatifs à l'autorisation et à l'agrément des établissements et services sociaux et médico-sociaux et les articles D. 312-1 et suivants relatifs aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile ;

**VU** la décision du directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant des dotations régionales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L. 314-3-II du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2002 portant autorisation de création du SSIAD sis 412 avenue de Verdun à MERIGNAC (33700) d'une capacité de 25 places ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2009 portant autorisation d'extension de 15 places du SSIAD sis 412 avenue de Verdun à MERIGNAC (33700) fixant la capacité à 71 places ;

**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine du 25 novembre 2010 portant autorisation d'une extension à titre expérimental de 10 places « de soins de réhabilitation et d'accompagnement » du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) sis 412 avenue de Verdun à MERIGNAC (33700) fixant la capacité à 81 places ;

**VU** la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/110 du 23 mars 2011 relative à la mise en œuvre des mesures médico-sociales du Plan Alzheimer (Mesure 6) ;

**VU** le dossier de mise en conformité au cahier des charges des équipes spécialisées Alzheimer à domicile - publié par la circulaire précitée - transmis le 2 août 2011 par la Directrice du service de soins infirmiers à domicile « Vie Santé Mérignac » ;

**CONSIDERANT** que l'équipe spécialisée Alzheimer autorisée à titre expérimental par arrêté du 25 novembre 2010 est conforme au cahier des charges des équipes Alzheimer présenté par la circulaire n° DGCS/SD3A/2011/110 du 23 mars 2011 relative à la mise en œuvre des mesures médico-sociales du Plan Alzheimer (Mesure 6) et que les indicateurs d'activité ont été renseignés ;

**CONSIDERANT** que l'activité décrite permet de répondre au besoin de diversification des prises en charge à domicile pour les personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer, ces dernières étant maintenues à domicile le plus longtemps possible ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'équipe spécialisée Alzheimer permet notamment de répondre aux critères de qualité, de faisabilité, d'appropriation de la problématique et de partenariats qui étaient attendus dans le cadre des équipes spécialisées Alzheimer à domicile ;



**CONSIDERANT** les crédits notifiés par la CNSA à l'ARS d'Aquitaine sur l'enveloppe 2009/2010 permettant l'attribution de 10 places de « soins de réhabilitation et d'accompagnement » SSIAD ;

**SUR** proposition du directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ;

## **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'Association « Vie Santé Mérignac » pour une extension de 10 places du SSIAD « Vie Santé Mérignac » sis 412 avenue de Verdun à MERIGNAC (33700) en vue de réaliser une prestation de soins de réhabilitation et d'accompagnement auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

La capacité totale du SSIAD « Vie Santé Mérignac » est en conséquence portée à 81 places.

Cette nouvelle prestation est dispensée notamment par une équipe spécialisée composée d'un ergothérapeute et/ou d'un psychomotricien, d'aide-soignant et d'aide médico-psychologique formés comme assistants de soins en gérontologie.

**ARTICLE 2** - La zone d'intervention de l'équipe spécialisée pour la prise en charge de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées couvrira les cantons de Blanquefort, Le Bouscat, Mérignac1, Mérignac 2, Saint-Médard-en-Jalles.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 30 septembre 2002.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 5** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 6** - Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** ASSOCIATION VIE SANTE MERIGNAC

N° FINESS : 330054941

N° SIREN : 334793346

Code statut juridique : 60 Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique

**Entité établissement :** SSIAD « Vie Santé Mérignac »

N° FINESS : 330009879

N° SIRET : 33479334600027

Code catégorie : 354 SSIAD capacité : 81

Code catégorie : 354      SSIAD      capacité : 81

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
358	Soins infirmiers à domicile	16	Prestation en milieu ordinaire	700	Personnes âgées	71
357	Soins d'accompagnement et réhabilitation	16	Prestation en milieu ordinaire	436	Alzheimer	10

**ARTICLE 7** - Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde ou de sa notification pour les personnes auxquelles il sera notifié.

**ARTICLE 8** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le

01 AVR. 2012

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

  
Anne BARON

ARRETE du 01 AVR. 2012

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Portant autorisation d'extension de 10 places  
« de soins de réhabilitation et  
d'accompagnement » du SSIAD ASAD Bordeaux  
Soins sis 367 avenue d'Ares à Bordeaux (33000)  
géré par l'Association Services d'Aide à Domicile  
(ASAD) de Bordeaux

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-1 et suivants relatifs à l'autorisation et à l'agrément des établissements et services sociaux et médico-sociaux et les articles D. 312-1 et suivants relatifs aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile ;

**VU** la décision du directeur de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant des dotations régionales limitatives de dépenses mentionnées à l'article L. 314-3-II du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** l'appel à candidature lancé par l'ARS pour la constitution d'équipes spécialisées dans la prise en charge à domicile des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;

**VU** la demande présentée le 16 septembre 2011, en réponse à l'appel à candidature, par l'association ASAD de Bordeaux sise 56 rue Pierre Trébod à Bordeaux (33000) d'extension de capacité de 10 places du service de soins infirmiers à domicile dédiées à la prise en charge à domicile des personnes âgées malades d'Alzheimer sur les 8 cantons de Bordeaux en créant une équipe spécialisée ;

**VU** l'arrêté du 29 novembre 2007 autorisant la création d'un service de soins infirmiers à domicile de 70 places destinées aux personnes âgées de 60 ans et plus, malades ou dépendantes, géré par l'association ASAD de Bordeaux ;

**VU** l'arrêté du 21 mars 2008 autorisant partiellement la création du SSIAD du CCAS de Bordeaux de 76 places destinées aux personnes âgées de 60 ans et plus, malades ou dépendantes ;

**VU** l'arrêté du 22 décembre 2010 de transfert d'autorisation du SSIAD du CCAS de Bordeaux à l'association ASAD de Bordeaux portant la capacité du SSIAD de l'ASAD de Bordeaux à 146 places destinées aux personnes âgées de 60 ans et plus, malades ou dépendantes ;

**CONSIDERANT** que le projet présenté permet de répondre au besoin de diversification des prises en charge à domicile pour les personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer, ces dernières étant maintenues à domicile le plus longtemps possible ;

**CONSIDERANT** que la qualité du projet permet notamment de répondre aux critères de qualité, de faisabilité, d'appropriation de la problématique et de partenariats attendus dans le cadre des équipes spécialisées Alzheimer à domicile ;

**CONSIDERANT** que le porteur de projet s'engage à communiquer des indicateurs et un rapport d'activité spécifique ;

**CONSIDERANT** les crédits notifiés par la CNSA à l'ARS d'Aquitaine sur l'enveloppe 2011 permettant l'attribution de 10 places de « soins de réhabilitation et d'accompagnement » SSIAD ;

**SUR** proposition du directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

## **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation visée à l'article L 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à l'Association Services d'aide à Domicile (ASAD) de Bordeaux pour l'extension de 10 places du SSIAD ASAD Bordeaux Soins sis 367 avenue d'Ares à Bordeaux (33000) en vue de réaliser une prestation de soins de réhabilitation et d'accompagnement auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

La capacité totale du SSIAD ASAD Bordeaux Soins est en conséquence portée à 156 places.

Cette nouvelle prestation est dispensée notamment par une équipe spécialisée composée d'un ergothérapeute et/ou d'un psychomotricien, d'aide-soignant et d'aide médico-psychologique formés comme assistants de soins en gériatrie.

**ARTICLE 2** - La zone d'intervention de l'équipe spécialisée pour la prise en charge de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées couvrira tous les cantons de Bordeaux (8).

**ARTICLE 3** - Le financement effectif s'effectuera en fonction des places effectivement créées et du nombre de patients pris en charge, 10 places correspondant à la prise en charge simultanée de 30 personnes à raison d'au moins une intervention par semaine auprès de chacun des malades.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 29 novembre 2007.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 5** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 7** - Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** ASAD DE BORDEAUX

N° FINESS : 330023698

N° SIREN : 452075757

Code statut juridique : 60 Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique



Entité établissement : SSIAD ASAD BORDEAUX SOINS

N° FINESS : 330023748

N° SIRET : 45207575700016

Code catégorie : 354 SSIAD capacité : 156

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
358	Soins infirmiers à domicile	16	Prestation en milieu ordinaire	700	Personnes âgées	146
357	Soins d'accompagnement et réhabilitation	16	Prestation en milieu ordinaire	436	Alzheimer	10

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde ou de sa notification pour les personnes auxquelles il sera notifié.

**ARTICLE 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le

01 AVR. 2012

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

  
Anne BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

*Renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique au sein des locaux de la Polyclinique Bordeaux Tondou*

Département Organisation de l'Offre de Soins Hospitaliers et ambulatoires

**Délivrée à la SA Polyclinique Bordeaux Tondou à Bordeaux (33)**

\*\*\*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L 6322-1 à L 6322-3, les articles R 6322-1 à R 6322-29 et les articles D 6322-30 à D 6322-48,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** la Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52,

**VU** le Décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-777 du 11 juillet 2005 relatif à la durée du délai de réflexion prévu à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-1366 du 2 novembre 2005 relatif à la durée de réflexion prévu à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des agences régionales de santé,

**VU** l'arrêté du 22 mai 2006 de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde accordant à la SA Polyclinique Bordeaux Tondou, 143 – 145 rue du Tondou, 33 082 BORDEAUX Cedex, l'autorisation en vue d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Polyclinique Bordeaux Tondou, 143 – 145 rue du Tondou, 33 082 BORDEAUX Cedex,

**VU** la décision de Madame la Directrice Générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine, délivrée à la SA Polyclinique Bordeaux Tondu, 143 – 145 rue du Tondu, 33 082 BORDEAUX Cedex, portant prolongation de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Polyclinique Bordeaux Tondu, 143 – 145 rue du Tondu, 33 082 BORDEAUX Cedex,

**VU** la demande présentée le 27 juillet 2011 par la SA Polyclinique Bordeaux Tondu, 143 – 145 rue du Tondu, 33 082 BORDEAUX Cedex, déclarée complète le 28 septembre 2011, tendant à obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique, dans les locaux de la Polyclinique Bordeaux Tondu, 143 – 145 rue du Tondu, 33 082 BORDEAUX Cedex,

**VU** le rapport de la visite de conformité en date du 15 mars 2012 émis par les services techniques de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine,

**CONSIDERANT** que le dossier de demande fait apparaître que les installations et leur utilisation satisfont aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le Code de la santé publique susvisé,

**CONSIDERANT** les engagements du promoteur,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – Le renouvellement de l'autorisation, prévue aux articles L 6322-1 et suivants, aux articles R 6322-1 et suivants, aux articles D 6322-30 et suivants du Code de la santé publique, est **accordé** à la SA Polyclinique Bordeaux Tondu, 143 – 145 rue du Tondu, 33 082 BORDEAUX Cedex, en vue d'exploiter des installations de chirurgie esthétique dans les locaux de la Polyclinique Bordeaux Tondu, 143 – 145 rue du Tondu, 33 082 BORDEAUX Cedex.

FINESS entité juridique n° 33 000 067 0

FINESS établissement d'implantation n° 33 078 140 2

**ARTICLE 2** – Le présent renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique prendra effet à compter du 2 février 2012.

**ARTICLE 3** – Conformément à l'article L 6322-1 du Code de la santé publique, l'arrêt du fonctionnement de l'installation pendant une durée supérieure à six mois entraîne la caducité de l'autorisation sauf accord préalable de la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine sur demande justifiée du titulaire de l'autorisation. Cette caducité est constatée par la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 4** – Conformément aux dispositions des articles R 6322-3 et R 6322-4 du code de la santé publique, le renouvellement de l'autorisation est présenté par le titulaire de l'autorisation huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de l'autorisation en cours de validité. Ce renouvellement est subordonné au respect des obligations réglementaires et aux résultats de l'évaluation.

**ARTICLE 5** – En application des articles R 6322-19, R 6322-20 et R 6322-6 du Code de la santé publique :

- lorsque le titulaire de l'autorisation est un établissement de santé, la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine reçoit le rapport prévu au 3° du II de l'article R 1112-80, ou communication des éléments relatifs à l'activité de chirurgie esthétique figurant à ce rapport,

- lorsque le titulaire de l'autorisation n'est pas un établissement de santé, il met en place un comité de relations avec les usagers et de qualité de la prise en charge, dont le représentant des usagers et son suppléant sont désignés par la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine dans les conditions prévues à l'article R 6322-20 et dont le rapport annuel d'activité est transmis à la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois de sa notification devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 7** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 4 mai 2012

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Organisation de l'Offre de Soins  
Hospitaliers et ambulatoires

*Portant modification de la décision n° 2012-53 du 27 mars 2012 relative au renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique au sein des locaux de la Clinique TOURNY*

Délivrée à la **SAS Clinique TOURNY** (33)

\*\*\*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L 6322-1 à L 6322-3, les articles R 6322-1 à R 6322-29 et les articles D 6322-30 à D 6322-48,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** la Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52,

**VU** le Décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-777 du 11 juillet 2005 relatif à la durée du délai de réflexion prévu à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2005-1366 du 2 novembre 2005 relatif à la durée de réflexion prévu à l'article L 6322-2 du Code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique,

**VU** le Décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des agences régionales de santé,

**VU** l'arrêté du 22 mai 2006 de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde accordant à la Clinique TOURNY – 54 rue Huguerie – 33 000 BOREAUX, l'autorisation en vue d'exploiter une installation de chirurgie esthétique dans les locaux de la Clinique TOURNY– 54 rue Huguerie – 33 000 BOREAUX,

**VU** la demande présentée par le Directeur de la SAS Clinique TOURNY – 54 rue Huguerie – 33 000 BORDEAUX, tendant à obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de chirurgie esthétique, dans les locaux de la Clinique TOURNY – 54 rue Huguerie – 33 000 BORDEAUX,

**VU** l'avis en date du 14 mars 2012 émis par les services techniques de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine,

**VU** les engagements du promoteur en la matière,

**CONSIDERANT** que le dossier de demande fait apparaître que les installations et leur utilisation satisfont aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le Code de la santé publique susvisé,

**CONSIDERANT** que les garanties concernant la qualification des personnels **et les** modalités de prise en charge des patients sont données,

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – La présente décision modifie les visas de la décision n° 2012-53 du 27 mars 2012, tels qu'exposés ci-dessus,

**ARTICLE 2** – La présente décision modifie les considérants de la décision n° 2012-53 du 27 mars 2012 tels qu'exposés ci-dessus,

**ARTICLE 3** - La présente décision annule les dispositions des articles 3, 4 et 5 de la décision n° 2012-53 du 27 mars 2012,

**ARTICLE 4** - Conformément aux dispositions des articles R 6322-3 et R 6322-4 du code de la santé publique, le renouvellement de l'autorisation est présenté par le titulaire de l'autorisation huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de l'autorisation en cours de validité. Ce renouvellement est subordonné au respect des obligations réglementaires et aux résultats de l'évaluation.

**ARTICLE 5** – Conformément à l'article L 6322-1 du Code de la santé publique, l'arrêt du fonctionnement de l'installation pendant une durée supérieure à six mois entraîne la caducité de l'autorisation sauf accord préalable de la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine sur demande justifiée du titulaire de l'autorisation. Cette caducité est constatée par la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 6** – En application des articles R 6322-19, R 6322-20 et R 6322-6 du Code de la santé publique :

- lorsque le titulaire de l'autorisation est un établissement de santé, la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine reçoit le rapport prévu au 3° du II de l'article R 1112-80, ou communication des éléments relatifs à l'activité de chirurgie esthétique figurant à ce rapport,

- lorsque le titulaire de l'autorisation n'est pas un établissement de santé, il met en place un comité de relations avec les usagers et de qualité de la prise en charge, dont le représentant des usagers et son suppléant sont désignés par la Directrice Générale de l'Agence

régionale de santé d'Aquitaine dans les conditions prévues à l'article R 6322-20 et dont le rapport annuel d'activité est transmis à la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine.

**ARTICLE 7** – Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois de sa notification devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 8** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 4 mai 2012

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du **11 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de SAINTE FOY LA GRANDE n° Finess 330781261 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 2 mai 2012, par le centre hospitalier de Sainte Foy la Grande,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **435 138,10 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **434 152,49 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **985,61 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**C.H STE FOY LA GRANDE(330781261)**  
**Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mercredi 02/05/2012, 12:33**  
**Date de validation par la région : jeudi 03/05/2012, 08:35**  
**Date de récupération : jeudi 03/05/2012, 08:37**

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMD A renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMD A renseigné en l'année 2010	D : Dernier montant LAMD A renseigné en l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMD A dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMD A renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMD A renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD A des années n-1 et n- 2)	J : Total des montants jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 166 371,48	1 166 371,48	766 590,44	399 781,04	399 781,04
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 956,83	2 956,83	1 971,22	985,61	985,61
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	726,75	726,75	474,81	251,94	251,94
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 116,61	93 116,61	58 997,10	34 119,51	34 119,51
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 263 171,67</b>	<b>1 263 171,67</b>	<b>828 033,57</b>	<b>435 138,10</b>	<b>435 138,10</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Dernier montant LAMD A renseigné en l'année 2010	D : Dernier montant LAMD A renseigné en l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMD A dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMD A renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMD A renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD A des années n-1 et n- 2)	J : Total des montants jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 166 371,48	1 166 371,48	766 590,44	399 781,04	399 781,04
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 956,83	2 956,83	1 971,22	985,61	985,61
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 263 171,67</b>	<b>1 263 171,67</b>	<b>828 033,57</b>	<b>435 138,10</b>	<b>435 138,10</b>

P : Montant de l'activité	399 781,04
------------------------------	------------

Activité d'hospitalisation	399 781,04
Activité externe y compris ATU	34 371,45
FFM, SE et Molécules onéreuses	985,61
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
AME	0,00
<b>Total</b>	<b>435 138,10</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier intercommunal  
SUD GIRONDE N° Finess 330027509 au titre de  
l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier intercommunal Sud Gironde, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 30 avril 2012 par le centre hospitalier intercommunal Sud Gironde ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 580 220,18 €** soit :

- \* au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **2 522 210,96 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **37 647,02 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **20 362,20€**
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**  
 Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : lundi 30/04/2012, 16:13  
 Date de validation par la région : jeudi 03/05/2012, 10:37  
 Date de récupération : jeudi 03/05/2012, 10:38

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 394 068,05	6 394 068,05	4 148 132,45	2 247 935,60	2 247 935,60
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 560,58	10 560,58	8 013,38	4 547,20	4 547,20
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 766,24	63 766,24	43 404,04	20 362,20	20 362,20
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 624,69	108 624,69	69 128,43	37 496,26	37 496,26
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 857,18	75 857,18	53 886,02	22 071,16	22 071,16
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 733,98	1 733,98	1 096,79	637,19	637,19
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	516 100,26	516 100,26	388 230,89	127 869,37	127 869,37
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 210,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 168 510,98</b>	<b>7 168 510,98</b>	<b>4 707 592,00</b>	<b>2 460 918,98</b>	<b>2 460 918,98</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	2 252 482,80
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Médicaments ambulatoires	150 577,72
Médicaments séjours	37 456,26
DMI	20 362,20
AME	0,00
<b>Total</b>	<b>2 460 918,98</b>

MATZA HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
 CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)  
 Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : lundi 30/04/2012, 15:16  
 Date de validation par la région : jeudi 03/05/2012, 10:33  
 Date de récupération : jeudi 03/05/2012, 10:34

# Montants sans les AME

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	F : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	G : Montant de l'activité LAMDA 2011 (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MATZA 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 513,93	287 513,93	168 363,49	119 150,44	119 150,44
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 014,38	3 014,38	2 863,62	150,76	150,76
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 528,31	290 528,31	171 227,11	119 301,20	119 301,20

## Montants des AME

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
GHT AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Molécules onéreuses AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

## Synthèse des montants notifiés

	B : Montant de l'activité
Total Activité GHT hors AME	119 150,44
Total Activité molécules onéreuses hors AME	150,76
Total Activité AME	0,00
Total	119 301,20

Arrêté du 11 MAI 2012

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la clinique médicale LES  
FONTAINES DE MONJOUS N° Finess 330780370  
au titre de l'activité du mois de mars 2012

Mission PMSI

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 16 mai 2008 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique médicale Les Fontaines de Monjous à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 7 mai 2012, par la clinique médicale Les Fontaines de Monjous ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **124 951,74 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **124 951,74 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 MAI 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**FONTAINES DE MONJOUS(330780370)**  
 Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : lundi 07/05/2012, 14:58  
 Date de validation par la région : lundi 07/05/2012, 15:51  
 Date de récupération : lundi 07/05/2012, 15:52

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 614,38	368 614,38	243 662,64	124 951,74	124 951,74
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>368 614,38</b>	<b>368 614,38</b>	<b>243 662,64</b>	<b>124 951,74</b>	<b>124 951,74</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	L : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	124 951,74
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Médicaments créreaux	0,00
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
AME	0,00
<b>Total</b>	<b>124 951,74</b>

Arrêté du **11 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de Santé MARIE GALENE N° Finess 330000217 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 20 avril 2012, par la Maison de Santé Marie Galène ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **157 457,15 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **157 457,15 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la Maison de Santé Marie Galène et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**MAISON SANTE MARIE GALENE(330000217)**  
**Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars**  
 Cét exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : vendredi 20/04/2012, 15:15**  
**Date de validation par la région : vendredi 27/04/2012, 09:30**  
**Date de récupération : vendredi 27/04/2012, 09:32**

**Montants hors AME**

	B : Montant LMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LMDA des années n-1 et n- 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	472 203,40	472 203,40	314 746,25	157 457,15	157 457,15
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médecaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>472 203,40</b>	<b>472 203,40</b>	<b>314 746,25</b>	<b>157 457,15</b>	<b>157 457,15</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00
Médecaments séjour AME	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

P: Montant de l'activité	
Activité d'hospitalisation	157 457,15
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	0,00
Médecaments séjours	0,00
DMI	0,00
AME	0,00
Total	157 457,15



Arrêté du **17 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de BAZAS n° Finess 330781212 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Bazas, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 21 avril 2012, par le centre hospitalier de Bazas,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **176 604,83 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **176 604,83 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Bazas et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL DE BAZAS(330781212)**  
**Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : samedi 21/04/2012, 08:58**  
**Date de validation par la région : vendredi 27/04/2012, 09:51**  
**Date de récupération : vendredi 27/04/2012, 09:53**

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulé depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487 706,98	487 706,98	314 276,09	173 430,89	173 430,89
PQ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 476,64	7 476,64	4 302,70	3 173,94	3 173,94
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>495 183,62</b>	<b>495 183,62</b>	<b>318 576,79</b>	<b>176 604,83</b>	<b>176 604,83</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulé depuis janvier 2012)	L : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

P : Montant de l'activité	
Activité d'hospitalisation	173 430,89
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	3 173,94
Médicaments séjours	0,00
DMI	0,00
AME	0,00
<b>Total</b>	<b>176 604,83</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier de Haute Gironde  
N° Finess 330781220 au titre de l'activité du mois  
de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Haute Gironde, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 2 mai 2012, par le centre hospitalier de Haute Gironde ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 004 428,18 €** soit :

- \* au titre de l'activité: **1 960 665,64 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques: **22 267,47 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **21 495,07 €**
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME: /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Haute Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CH DE LA HAUTE GIRONDE(330781220)**  
**Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mercredi 02/05/2012, 09:48  
 Date de validation par la région : vendredi 04/05/2012, 08:34  
 Date de récupération : vendredi 04/05/2012, 08:37

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 949 314,89	4 949 314,89	3 167 305,65	1 782 009,24	1 782 009,24
ING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 567,16	8 567,16	4 631,03	3 936,13	3 936,13
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 499,06	51 499,06	30 003,99	21 495,07	21 495,07
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 133,06	74 133,06	51 865,59	22 267,47	22 267,47
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 470,39	56 470,39	35 407,17	21 063,22	21 063,22
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 574,78	6 574,78	4 206,67	2 368,11	2 368,11
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	452 378,53	452 378,53	301 089,59	151 288,94	151 288,94
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 598 937,87</b>	<b>5 598 937,87</b>	<b>3 594 509,69</b>	<b>2 004 428,18</b>	<b>2 004 428,18</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	1 785 945,37
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	174 720,27
Médicaments séjours	22 267,47
DMI	21 495,07
AME	0,00
<b>Total</b>	<b>2 004 428,18</b>

Arrêté du **11 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC WALLERSTEIN n° Finess 330780537 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CMC Wallerstein, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité pour l'établissement de transmettre le relevé d'activité du mois de mars 2012 ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le montant fixé par le présent arrêté est un montant estimé.

En conséquence, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 600 000,00 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **1 560 000,00 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **40 000,00 €**
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** – La régularisation du montant dû au titre du mois de mars 2012 interviendra lors d'un prochain arrêté.

**Article 3** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 4** - Le présent arrêté est notifié au CMC Wallerstein et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **11 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



Arrêté du **16 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du BOUSCAT n° Finess 330000332 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de l'hôpital suburbain du Bouscat au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de mars 2012, les 7 et 9 mai 2012 par l'hôpital suburbain du Bouscat ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 166 113,83 €** soit :

- \* au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **1 103 203,52 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **59 289,35 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **3 620,96 €**
- \* au titre des GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à l'hôpital suburbain du Bouscat et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL SUBURBAIN(330000332)**  
**Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De Janvier à mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : lundi 07/05/2012, 15:09  
 Date de validation par la région : jeudi 10/05/2012, 13:54  
 Date de récupération : jeudi 10/05/2012, 13:54

**Montants hors AME**

	H : Montant LAMDARévisé au mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDARévisé en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDARévisé en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDARévisé au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDARévisé au mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDARévisé au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulé depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDARévisé années n-1 et n- 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 355 226,06	2 355 226,06	1 573 650,71	781 575,35	781 575,35
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 605,73	13 605,73	9 984,77	3 620,96	3 620,96
Médecaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 391,71	163 391,71	104 677,05	58 714,66	58 714,66
At dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	304,50	304,50	214,89	89,61	89,61
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 398,59	2 398,59	1 519,43	879,16	879,16
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 277,94	115 277,94	73 585,00	41 692,94	41 692,94
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 650 204,53</b>	<b>2 650 204,53</b>	<b>1 763 912,85</b>	<b>886 291,68</b>	<b>886 291,68</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulé depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des B des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médecaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	781 575,35
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	42 380,71
Médecaments séjours	58 714,66
DMI	3 620,96
AME	0,00
<b>Total</b>	<b>886 291,68</b>

MAT2A HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
HOPITAL SUBURBAIN(330000332)  
Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
Cet exercice est validé par la région  
Date de validation par l'établissement : mercredi 09/05/2012, 13:02  
Date de validation par la région : jeudi 10/05/2012, 13:55  
Date de récupération : jeudi 10/05/2012, 13:56

# Montants sans les AME

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA renseigné de l'année 2011 ce mois-ci au titre de l'année 2011	F : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	G : Montant de l'activité LAMDA 2011 (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	847 319,06	847 319,06	568 071,60	279 247,46	279 247,46
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	781,27	781,27	206,58	574,69	574,69
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>848 100,33</b>	<b>848 100,33</b>	<b>568 278,18</b>	<b>279 822,15</b>	<b>279 822,15</b>

# Montants des AME

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
GHT AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Molécules onéreuses AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

# Synthèse des montants notifiés

	B : Montant de l'activité
Total Activité GHT hors AME	279 247,46
Total Activité molécules onéreuses hors AME	574,69
Total Activité AME	0,00
<b>Total</b>	<b>279 822,15</b>



Arrêté du 16 MAI 2012

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la clinique mutualiste du MEDOC  
N° Finess 330780495 au titre de l'activité du mois  
de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique du Médoc, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 10 mai 2012, par la clinique mutualiste du Médoc,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 272 936,69€** soit :

- \* au titre de l'activité: **1 216 437,44 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques: **8 159,42 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **48 343,11 €**
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : - **3,28 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste du Médoc et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**

CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC(330780495)

Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : jeudi 10/05/2012, 10:29

Date de validation par la région : jeudi 10/05/2012, 14:44

Date de récupération : jeudi 10/05/2012, 14:57

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 066 138,00	3 066 138,00	1 803 932,66	1 102 205,34	1 102 205,34
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 691,93	6 691,93	4 791,90	1 900,03	1 900,03
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 318,79	117 318,79	68 975,68	48 343,11	48 343,11
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 773,65	22 773,65	14 614,23	8 159,42	8 159,42
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 035,06	61 035,06	38 829,07	22 205,99	22 205,99
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 434,44	1 434,44	918,38	518,06	518,06
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257 105,65	257 105,65	187 487,63	89 608,02	89 608,02
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 532 497,52</b>	<b>3 532 497,52</b>	<b>2 259 557,55</b>	<b>1 272 939,97</b>	<b>1 272 939,97</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément AME	882,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 066 138,00	3 066 138,00	1 803 932,66	1 102 205,34	1 102 205,34
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>882,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 532 497,52</b>	<b>3 532 497,52</b>	<b>2 259 557,55</b>	<b>1 272 939,97</b>	<b>1 272 939,97</b>

**P : Montant de l'activité**

Activité d'hospitalisation	1 104 105,37
Activité externe y compris ATU	112 332,07
FFM, SE et Molécules onéreuses	8 159,42
Médicaments séjours	48 343,11
DMI	-3,28
AME	-3,28
<b>Total</b>	<b>1 272 936,69</b>

Arrêté du **16 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de PESSAC n° Finess 330780529 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique mutualiste de Pessac, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 9 mai 2012, par la clinique mutualiste de Pessac,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **3 018 463,04 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **2 799 934,35 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **17 037,39 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **196 309,03 €**
- \* au titre des GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : **5 182,27 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste de Pessac et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE MUTUALISTE(330780529)**  
**Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mercredi 09/05/2012, 14:28**  
**Date de validation par la région : jeudi 10/05/2012, 14:06**  
**Date de récupération : jeudi 10/05/2012, 14:07**

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 432 461,89	7 432 461,89	4 750 650,55	2 681 811,34	2 681 811,34
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 486,21	559 486,21	363 177,18	196 309,03	196 309,03
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 828,19	33 828,19	16 790,80	17 037,39	17 037,39
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 700,12	44 700,12	28 563,37	16 136,75	16 136,75
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 123,37	10 123,37	6 775,48	3 347,89	3 347,89
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 980,77	282 980,77	184 342,40	98 638,37	98 638,37
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 363 580,55</b>	<b>8 363 580,55</b>	<b>5 350 299,78</b>	<b>3 013 280,77</b>	<b>3 013 280,77</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	13 341,54	8 159,27	5 182,27	5 182,27
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>13 341,54</b>	<b>8 159,27</b>	<b>5 182,27</b>	<b>5 182,27</b>

P : Montant de l'activité	
Activité d'hospitalisation	2 681 811,34
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	118 123,01
Médicaments séjours	17 037,39
DMI	196 309,03
AME	5 182,27
<b>Total</b>	<b>3 018 463,04</b>

Arrêté du **16 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier d'ARCACHON N°  
Finess 330781204 au titre du mois de mars 2012

Mission PMSI

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier d'Arcachon, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 14 mai 2012, par le centre hospitalier d'Arcachon,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 276 420,38 €** soit :

- \* au titre de l'activité: **2 218 964,51 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **29 949,56 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **27 506,31 €**
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME: /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier d'Arcachon et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**

CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON(330781204)

Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De Janvier à mars

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : lundi 14/05/2012, 16:24

Date de validation par la région : mardi 15/05/2012, 11:28

Date de récupération : mardi 15/05/2012, 11:29

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Montant calculé jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 652 427,93	5 652 427,93	3 733 382,35	1 919 045,58	1 919 045,58
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 365,42	22 365,42	14 346,54	8 018,88	8 018,88
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 480,77	63 480,77	35 974,46	27 506,31	27 506,31
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 960,73	93 960,73	64 011,17	29 949,56	29 949,56
Ait dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 545,27	97 545,27	61 879,37	35 665,90	35 665,90
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 966,94	3 966,94	2 568,75	1 398,19	1 398,19
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	732 903,87	732 903,87	478 067,91	254 835,96	254 835,96
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 666 650,93	6 666 650,93	4 390 230,55	2 276 420,38	2 276 420,38

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00

P : Montant de l'activité	1 927 064,45
------------------------------	--------------

Activité d'hospitalisation	291 900,05
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	29 949,56
Médicaments séjours	27 506,31
DMI	0,00
AME	0,00
Total	2 276 420,38

Arrêté du **16 MAI 2012**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP BAGATELLE n° Finess 330000340 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la MSP Bagatelle au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de mars 2012, les 3 et 10 mai 2012 par la MSP Bagatelle ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **5 430 112,60 €** soit :

- \* au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **5 128 093,72 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **151 826,03 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **161 763,22 €**
- \* au titre des GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME :  
**- 11 570,37 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la MSP Bagatelle et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MATZA STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**M.S.P.B. BAGATELLE(33000340)**  
**Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : Jeudi 10/05/2012, 15:22**  
**Date de validation par la région : Jeudi 10/05/2012, 15:30**  
**Date de récupération : Jeudi 10/05/2012, 15:35**

**Montants hors AME**

	B : Montant LAMDA renseigné sa mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné sa mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié (3 478 602,53)
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 854 262,55	9 854 262,55	6 375 570,02	3 478 692,53	0,00
PG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 894,18	35 894,18	20 207,24	15 686,94	15 686,94
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	428 441,70	428 441,70	266 678,48	161 763,22	161 763,22
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 578,76	319 578,76	210 022,21	109 556,55	109 556,55
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 181,07	8 181,07	5 175,49	3 005,58	3 005,58
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 807 395,42	1 807 395,42	1 041 360,91	566 034,51	566 034,51
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 253 753,68</b>	<b>12 253 753,68</b>	<b>7 919 098,35</b>	<b>4 334 655,33</b>	<b>4 334 655,33</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	1 009,88	13 508,32	-14 498,44	-14 498,44
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	1 009,88	15 508,32	-14 498,44	-14 498,44
<b>Total</b>	<b>2 019,76</b>	<b>29 016,64</b>	<b>-32 978,68</b>	<b>-32 978,68</b>

**P : Montant de  
l'activité**

Activité d'hospitalisation	3 494 295,47
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	569 040,09
Médicaments séjours	109 556,55
DMI	161 763,22
AME	-14 498,44
<b>Total</b>	<b>4 320 156,89</b>



**MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)  
Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
Cet exercice est validé par la région  
Date de validation par l'établissement : jeudi 03/05/2012, 11:49  
Date de validation par la région : jeudi 10/05/2012, 14:26  
Date de récupération : jeudi 10/05/2012, 14:26

**Montants sans les AME**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	F : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	G : Montant de l'activité LAMDA 2011 (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GHT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 018 770,39	3 018 770,39	1 954 012,23	1 064 758,16	1 064 758,16
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 017,77	70 017,77	27 748,29	42 269,48	42 269,48
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 088 788,16</b>	<b>3 088 788,16</b>	<b>1 981 760,52</b>	<b>1 107 027,64</b>	<b>1 107 027,64</b>

**Montants des AME**

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
GHT AME	16 673,19	13 745,12	2 928,07	2 928,07
Molécules onéreuses AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>16 673,19</b>	<b>13 745,12</b>	<b>2 928,07</b>	<b>2 928,07</b>

**Synthèse des montants notifiés**

	B : Montant de l'activité
Total Activité GHT hors AME	1 064 758,16
Total Activité molécules onéreuses hors AME	42 269,48
Total Activité AME	2 928,07
<b>Total</b>	<b>1 109 955,71</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CRF LA TOUR DE GASSIES  
N° Finess 330781139 au titre de l'activité du mois  
de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 11 mai 2012, par le CRF La Tour de Gassies.

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **10 351,92 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **10 351,92 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRF La Tour de Gassies et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MATZA STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
CRF LA TOUR DE GASSIES(330781139)  
Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
Cet exercice est validé par la région  
Date de validation par l'établissement : vendredi 11/05/2012, 11:53  
Date de validation par la région : vendredi 11/05/2012, 13:53  
Date de récupération : vendredi 11/05/2012, 13:56

# Montants hors AME

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 349,98	29 349,98	19 943,60	9 406,38	9 406,38
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
At dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 890,20	2 890,20	1 944,66	945,54	945,54
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>32 240,18</b>	<b>32 240,18</b>	<b>21 888,26</b>	<b>10 351,92</b>	<b>10 351,92</b>

# Montants des AME

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

P : Montant de l'activité	
Activité d'hospitalisation	9 406,38
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	945,54
Médicaments séjours	0,00
DMI AME	0,00
<b>Total</b>	<b>10 351,92</b>



Arrêté du **16 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de BORDEAUX N° Finess 330781196 au titre de l'activité du mois de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 11 mai 2012, par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **51 149 556,34 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **44 628 685,77 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **4 387 555,10 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **1 784 971,25 €**
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **306 210,64 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : **37 876,25 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : **4 257,33 €**

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de Bordeaux et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
C.H.U. DE BORDEAUX(330781196)

Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 11/05/2012, 15:53

Date de validation par la région : lundi 14/05/2012, 16:09

Date de récupération : lundi 14/05/2012, 16:16

# Montants hors AME

	B : Montant LAMDA renseigné de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulé depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	1 306 784,91	0,00	0,00	0,00	117 266 331,51	117 266 331,51	75 944 338,72	41 321 992,79	41 321 992,79
PQ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 473,18	104 473,18	59 511,71	44 961,47	44 961,47
TVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 512,32	86 512,32	85 494,41	21 017,91	21 017,91
DMI séjour	0,00	0,00	30 869,39	0,00	0,00	0,00	4 296 378,06	4 296 378,06	2 511 406,81	1 784 971,25	1 784 971,25
Médicaments séjour	0,00	0,00	-5 164,51	0,00	0,00	0,00	10 743 112,85	10 743 112,85	6 355 557,75	4 387 555,10	4 387 555,10
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 780,32	30 780,32	23 707,54	7 072,78	7 072,78
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 483,85	362 483,85	229 243,59	133 240,26	133 240,26
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 269,47	56 269,47	13 203,35	23 066,12	23 066,12
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 337 055,17	8 337 055,17	5 314 691,91	3 022 363,26	3 022 363,26
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 370,91	157 370,91	107 399,73	54 971,18	54 971,18
Total	0,00	0,00	1 332 489,79	0,00	0,00	0,00	141 440 767,64	141 440 767,64	90 639 555,52	50 801 212,12	50 801 212,12

# Montants des AME

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Dernier montant d'activité AME notifié jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	709 761,71	403 531,87	306 230,64	306 230,64
DMI séjour AME	6 335,04	2 077,71	4 257,33	4 257,33
Médicaments séjour AME	41 569,36	3 683,11	37 886,25	37 886,25
Total	757 666,11	409 321,89	348 344,22	348 344,22

P : Montant de l'activité	
41 387 972,17	Activité d'hospitalisation
3 240 713,60	Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Médicaments onéreux
4 387 555,10	Médicaments séjours
1 784 971,25	DMI
348 344,22	AME
51 149 556,34	Total

Arrêté du **16 MAI 2012**

Portant autorisation d'extension de 2 places d'accueil de jour Alzheimer dans l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) « Le Mont des Landes » sis 8 avenue Maurice Lacoste à Saint-Savin (33920) géré par la SAS « Le Mont des Landes »

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général**

**VU** le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements.

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

**VU** le Plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2011-2013 de la région Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Général de Gironde en date du 20 septembre 1994 portant autorisation de création d'une maison de retraite dénommée « Le Mont des Landes » sise 8 avenue Maurice Lacoste à Saint-Savin (33920) d'une capacité de 45 places ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Général de Gironde en date du 5 octobre 1999 autorisant l'extension de la Maison de Retraite « Le Mont des Landes » à Saint-Savin (33920) portant la capacité globale de la structure à 60 places ;



VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 14 janvier 2003 autorisant l'extension de l'EHPAD Le Mont des Landes à Saint-Savin de Blaye, portant la capacité globale à 67 places ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 23 janvier 2005 portant transfert d'autorisation de l'EHPAD « Le Mont des Landes » en faveur de la SAS « Le Mont des Landes » dont le siège social est situé à Issy-les-Moulineaux, 26 rue Marceau (92130) ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 14 juin 2006 portant autorisation d'extension de 28 lits et places de l'EHPAD « Le Mont des Landes » à Saint-Savin de Blaye en faveur de la SAS « Le Mont des Landes », portant la capacité globale de l'établissement à 95 lits et places répartis ainsi : 89 lits d'hébergement permanent dont 22 Alzheimer, 2 lits d'hébergement temporaire dont 1 Alzheimer et 4 places d'accueil de jour dont 2 Alzheimer ;

**CONSIDERANT** les saisines de l'ARS auprès des Accueils de Jour adossés à un EHPAD d'une capacité inférieure à 6 places autorisées de se positionner sur l'une des options proposées, à savoir : demande d'extension pour atteindre le seuil minimal des 6 places, demande de retrait d'autorisation ou demande de dérogation au seuil minimal des 6 places ;

**CONSIDERANT** la demande d'extension de 2 places d'accueil de jour Alzheimer déposée le 1<sup>er</sup> août 2011 par l'établissement conformément au dossier type des autorités ;

**CONSIDERANT** la demande de l'établissement de modifier la clientèle concernant les 4 places d'accueil de jour autorisées par arrêté du 14 juin 2006 en places d'accueil de jour Alzheimer portant la capacité totale de places d'accueil de jour Alzheimer à 6 ;

**CONSIDERANT** les avis favorables émis par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Conseil Général de Gironde le 29 septembre 2011 pour une extension de 2 places d'accueil de jour Alzheimer au regard du seuil minimal de 6 places prévu par le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 ;

**CONSIDERANT** le courrier conjoint de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Conseil Général de Gironde du 19 décembre 2011 faisant état d'observations qui devront être levées au plus tard le jour de la visite de conformité visée à l'article 5 du présent arrêté ;

**CONSIDERANT** que la disponibilité par redéploiement de crédits sur l'enveloppe dédiée à l'accueil de jour permet le financement des deux places d'accueil de jour ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **- A R R E T E N T -**

**ARTICLE 1er** – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SAS « Le Mont des Landes » en vue de l'extension de 2 places d'accueil de jour Alzheimer au sein de l'EHPAD « Le Mont des Landes » à Saint-Savin.

La capacité globale est en conséquence portée à 97 lits et places répartis comme suit :

	Personnes Agées dépendantes	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	67	22	89
Hébergement temporaire	1	1	2
Accueil de jour	0	6	6
TOTAL	68	29	97

**ARTICLE 2** - L'autorisation accordée ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002.  
Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 7** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : SAS LE MONT DES LANDES

N° FINESS : 92 001 107 9

N° SIREN : 401 600 481

Code statut juridique : 75 autre société

Entité établissement : EHPAD LE MONT DES LANDES

N° FINESS : 33 080 446 9

N° SIRET : 401 600 481 00014

Code catégorie : 200 Maison de retraite                      capacité : 97

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité autorisée
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	67
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement Complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	22
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	1

657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	1
924	Accueil en maison de retraite	21	Accueil de jour	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	6

**ARTICLE 8** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

  
Nicole KLEIN

Fait à Bordeaux, le

16 MAI 2012

Le Président du Conseil Général

  
Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

Gérard MARTY

Arrêté du **16 MAI 2012**

Portant autorisation d'extension de 3 places d'accueil de jour Alzheimer dans l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) Le Bourgailh sis 46 avenue du Bourgailh à Pessac (33600) géré par la société « Le Bourgailh »

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite**

**Le Président du Conseil Général**

**VU** le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

**VU** le Plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2011-2013 de la région Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Général de Gironde du 26 janvier 1993 portant autorisation de fonctionnement de la maison de retraite « Le Bourgailh » pour une capacité de 60 places ;

**VU** l'arrêté du Préfet de Gironde du 31 octobre 2003 portant autorisation de transformation en EHPAD de la maison de retraite « Le Bourgailh » sise à Pessac d'une capacité de 60 places ;



**VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde en date du 30 novembre 2006 autorisant l'extension de 20 lits et places dans l'EHPAD Le Bourgailh sis à Pessac (par transfert de 9 lits d'hébergement permanent et 3 places d'accueil de jour autorisées de la résidence « Home Saint Jean » à Villenave d'Ornon et création de 8 lits d'hébergement temporaire) portant la capacité globale de l'établissement à 80 lits et places dont 3 places d'accueil de jour ;

**CONSIDERANT** les saisines de l'ARS auprès des Accueils de Jour adossés à un EHPAD d'une capacité inférieure à 6 places autorisées en vue de se positionner sur l'une des options proposées, à savoir : demande d'extension pour atteindre le seuil minimal des 6 places, demande de retrait d'autorisation ou demande de dérogation au seuil minimal des 6 places ;

**CONSIDERANT** la demande de 3 places d'accueil de jour Alzheimer déposée le 28 février 2011 par l'établissement conformément au dossier type des autorités ;

**CONSIDERANT** la demande de l'établissement de modifier la clientèle concernant les 3 places d'accueil de jour autorisées par arrêté du 30 novembre 2006 en places d'accueil de jour Alzheimer portant la capacité totale de places d'accueil de jour Alzheimer à 6 ;

**CONSIDERANT** les avis favorables émis par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Conseil Général de Gironde le 29 septembre 2011 pour une extension de 3 places d'accueil de jour Alzheimer au regard du seuil minimal de 6 places prévu par le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 ;

**CONSIDERANT** le courrier conjoint de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Conseil Général de Gironde du 19 décembre 2011 faisant état d'observations qui devront être levées au plus tard le jour de la visite de conformité visée à l'article 5 du présent arrêté ;

**CONSIDERANT** que la disponibilité par redéploiement de crédits sur l'enveloppe dédiée à l'accueil de jour permet le financement des trois places d'accueil de jour ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **- A R R E T E N T -**

**ARTICLE 1er** – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la société « Le Bourgailh » représentée par Madame Françoise DUBOIS en vue de l'extension de 3 places d'accueil de jour Alzheimer au sein de l'EHPAD « Le Bourgailh » sis 46 avenue du Bourgailh à Pessac (33600).

La capacité globale est en conséquence portée à 83 lits et places répartis comme suit :

	Personnes Agées dépendantes	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	61	8	69
Hébergement temporaire	0	8	8
Accueil de jour	0	6	6
TOTAL	61	22	83

**ARTICLE 2** - L'autorisation accordée ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 31 octobre 2003.  
Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 7** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : EURL LE BOURGAILH

N° FINESS : 33 000 124 9

N° SIREN : 331 913 756

Code statut juridique : 78 EURL

Entité établissement : EHPAD LE BOURGAILH

N° FINESS : 33 078 358 0

N° SIRET : 331 913 756 00010

Code catégorie : 200 Maison de retraite                      capacité : 83

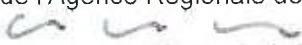
Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité autorisée
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	61
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	8

657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	8
924	Accueil en maison de retraite	21	Accueil de jour	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	6

**ARTICLE 8** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,  
  
Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général

**Pour le Président du Conseil Général**  
**Le Directeur Général**  
**des Services Départementaux**

  
**Gérard MARTY**

Arrêté du **16 MAI 2012**

Portant autorisation d'extension de 2 places d'accueil de jour Alzheimer dans l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) «Clairefontaine » sis 34 avenue des Sapinettes à Martignas sur Jalle (33127) géré par la SARL « Clairefontaine »

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

**VU** le Plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2011-2013 de la région Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

**VU** l'arrêté du Conseil Général de Gironde du 12 avril 1988 portant autorisation de création d'un établissement d'hébergement de personnes âgées d'une capacité de 32 places dénommé SARL « Clairefontaine » sis allée des Sapinettes à Martignas-sur-Jalle (33127) ;

**VU** l'arrêté du Conseil Général de Gironde du 18 janvier 1989 portant autorisation d'extension de 4 places de la structure d'hébergement de personnes âgées dénommée SARL « Clairefontaine » sis allée des Sapinettes à Martignas-sur-Jalle (33127) fixant la capacité globale de l'établissement à 36 places ;

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33



**VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde en date du 16 mai 2002 autorisant le regroupement des maisons de retraite « Clairefontaine » sise à Martignas et « Le Clos des Acacias » sise à Martignas sur le site de la maison de retraite « Clairefontaine » ainsi que la transformation de cette nouvelle entité en établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) pour une capacité de 47 lits, mais refusant l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux et l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 28 décembre 2004 autorisant le Directeur de l'EHPAD « Clairefontaine » sis à Martignas à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 21 juillet 2008 portant autorisation partielle d'extension de 2 lits d'hébergement temporaire et 4 places d'accueil de jour au profit de l'EHPAD « Clairefontaine » sis à Martignas fixant la capacité globale autorisée à 53 lits et places dont 47 lits d'hébergement permanent, 2 lits d'hébergement temporaire et 4 places d'accueil de jour ;

**CONSIDERANT** les saisines de l'ARS auprès des Accueils de Jour adossés à un EHPAD d'une capacité inférieure à 6 places autorisées de se positionner sur l'une des options proposées, à savoir : demande d'extension pour atteindre le seuil minimal des 6 places, demande de retrait d'autorisation ou demande de dérogation au seuil minimal des 6 places ;

**CONSIDERANT** la demande d'extension de 2 places d'accueil de jour Alzheimer déposée le 3 mars 2011 par l'établissement conformément au dossier type des autorités ;

**CONSIDERANT** la demande de l'établissement de modifier la clientèle concernant les 4 places d'accueil de jour autorisées par arrêté du 21 juillet 2008 en places d'accueil de jour Alzheimer portant la capacité totale de places d'accueil de jour Alzheimer à 6 ;

**CONSIDERANT** les avis favorables émis par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Conseil Général de Gironde le 29 septembre 2011 pour une extension de deux places d'accueil de jour Alzheimer au regard du seuil minimal de 6 places prévu par le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 ;

**CONSIDERANT** le courrier conjoint des autorités de tutelle et de tarification susmentionnées du 19 décembre 2011 faisant état d'observations qui devront être levées au plus tard le jour de la visite de conformité visée à l'article 5 du présent arrêté ;

**CONSIDERANT** que la disponibilité par redéploiement de crédits sur l'enveloppe dédiée à l'accueil de jour permet le financement des deux places d'accueil de jour ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **- ARRETE -**

**ARTICLE 1er** – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL « Clairefontaine » en vue de l'extension de 2 places d'accueil de jour Alzheimer dans l'EHPAD « Clairefontaine » sis 34 avenue des Sapinettes à Martignas sur Jalle (33127).

La capacité globale est en conséquence portée à 55 lits et places répartis comme suit :

	PA dépendantes	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	47	0	47
Hébergement temporaire	2	0	2
Accueil de jour	0	6	6
TOTAL	49	6	55

**ARTICLE 2** - L'autorisation accordée ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 04 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 7** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : SARL CLAIREFONTAINE

N° FINESS : 33 000 580 2

N° SIREN : 348 057 845

Code statut juridique : 72 SARL

Entité établissement : EHPAD CLAIREFONTAINE

N° FINESS : 33 079 903 2

N° SIRET : 348 057 845 00011

Code catégorie : 200 Maison de retraite                      capacité : 55

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité autorisée
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	47
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	2
924	Accueil en maison de retraite	21	Accueil de jour	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	6

**ARTICLE 8** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**


La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général

Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux



Gérard MARTY

Arrêté du **16 MAI 2012**

Portant autorisation d'extension d'une place d'accueil de jour Alzheimer dans l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D) «Tiers Temps – Résidence des Carmes » sis 1 rue Montgolfier à Bordeaux (33000) géré par la SNC Résidence des Carmes

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général**

**VU** le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements.

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 relatif à l'accueil de jour ;

**VU** le Plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

**VU** le Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2011-2013 de la région Aquitaine ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

**VU** l'arrêté du Conseil Général de Gironde du 29 janvier 1990 portant autorisation de création d'une maison d'accueil pour personnes âgées valides et dépendantes d'une capacité globale de 81 lits, dénommée Maison d'accueil pour personnes âgées « Les Carmes » rue Montgolfier à Bordeaux (33000) ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde en date du 28 mars 2006 portant autorisation d'extension au profit de l'EHPAD « Tiers Temps – Résidence des Carmes » sis à Bordeaux, de 5 places d'accueil de jour et la transformation de 2 places d'hébergement permanent en places d'hébergement temporaire réservées à l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladie apparentées, portant la capacité globale de l'établissement à 86 lits et places dont 2 lits d'hébergement temporaire et 5 places d'accueil de jour réservées à l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ;

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33



**CONSIDERANT** les saisines de l'ARS auprès des Accueils de Jour adossés à un EHPAD d'une capacité inférieure à 6 places autorisées de se positionner sur l'une des options proposées, à savoir : demande d'extension pour atteindre le seuil minimal des 6 places, demande de retrait d'autorisation ou demande de dérogation au seuil minimal des 6 places ;

**CONSIDERANT** la demande d'extension d'1 place d'accueil de jour Alzheimer déposée le 28 février 2011 par l'établissement conformément au dossier type des autorités ;

**CONSIDERANT** les avis favorables émis par l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Conseil Général de Gironde le 29 septembre 2011 pour une extension d'une place d'accueil de jour Alzheimer au regard du seuil minimal de 6 places prévu par le décret n° 2011-1211 du 29 septembre 2011 ;

**CONSIDERANT** le courrier conjoint des autorités de tutelle et de tarification susmentionnées du 19 décembre 2011 faisant état d'observations qui devront être levées au plus tard le jour de la visite de conformité visée à l'article 5 du présent arrêté ;

**CONSIDERANT** que la disponibilité par redéploiement de crédits sur l'enveloppe dédiée à l'accueil de jour permet le financement des deux places d'accueil de jour;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **- ARRETEMENT -**

**ARTICLE 1er** – L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SNC Résidence des Carmes filiale du groupe DOMUSVI en vue de l'extension d' 1 place d'accueil de jour Alzheimer au profit de l'EHPAD « Tiers Temps – Résidence des Carmes » sis à Bordeaux

La capacité globale est en conséquence portée à 87 lits et places répartis comme suit :

	PA dépendantes	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	79	0	79
Hébergement temporaire	0	2	2
Accueil de jour	0	6	6
TOTAL	79	8	87

**ARTICLE 2** - L'autorisation accordée ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation est caduque, en application de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**ARTICLE 6** -Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 7** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : SNC RESIDENCE DES CARMES

N° FINESS : 33 000 597 6

N° SIREN : 385 190 764

Code statut juridique : 71 Sté en Nom collectif

Entité établissement : EHPAD TIERS-TEMPS RES. DES CARMES

N° FINESS : 33 079 941 2

N° SIRET : 385 190 764 00014

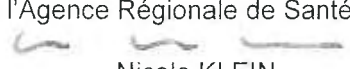
Code catégorie : 200 Maison de retraite                      capacité : 87

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité autorisée
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	79
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	2
924	Accueil en maison de retraite	21	Accueil de jour	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	6

**ARTICLE 8** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département , le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,  
  
Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général

  
**Pour le Président du Conseil Général**  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

**Gérard MARTY**

ARRETE du **16 MAI 2012**  
Portant transfert d'autorisation  
au profit de la SA ORPEA pour la gestion de l'EHPAD  
« Le Clos d'Aliénor » sis 31 rue Lamartine à Le Bouscat  
(33110)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 3214-1 et L 3221-9 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil Général du 20 avril 1989 portant autorisation à la SARL « Le Clos d'Aliénor » pour la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dénommé « Le Clos d'Aliénor » sis 31 rue Lamartine à Le Bouscat (33110) d'une capacité de 42 places ;

**VU** l'arrêté du Préfet de la Gironde du 23 mars 2005 portant transformation en EHPAD de la maison de retraite « Le Clos d'Aliénor » sise à Le Bouscat pour une capacité de 42 lits d'hébergement permanent ;



**VU** la demande de transfert d'autorisation et de gestion de la SARL « Le Clos d'Aliénor » et de la SARL « Les Jardins d'Aliénor » par la SA ORPEA à son profit en date du 4 août 2011 en vue du regroupement de 94 des 99 lits autorisés dans un nouvel établissement neuf « Résidence du Bouscat » sur le site actuel de l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis à Le Bouscat suite à la démolition de ce dernier ; les 5 lits restants feront l'objet d'une demande de transfert vers l'EHPAD « Home La Tour » sis à Talence ;

**VU** la promesse synallagmatique de cession signée le 30 juin 2011 entre la société SAS GROUPE PORCHERON, Monsieur Philippe PORCHERON, Madame Christiane TRABADO, Madame Germaine Paulette BERTHY épouse FRAPE et Madame Françoise CASAGRANDE agissant en leur nom personnel en qualité d'associés de la SARL « Clos d'Aliénor » dénommés « Les cédants », et la société SAS GROUPE PORCHERON, Monsieur Philippe PORCHERON agissant en leur nom personnel en qualité d'associés de la SARL « Les Jardins d'Aliénor » désignés « Cédants de deuxième part » et Monsieur Yves LE MASNE désigné « Le cessionnaire », agissant en qualité de directeur général de la SA ORPEA sise 115 rue de la Santé à Paris (75013) ;

**VU** le constat de réalisation de la cession des actions des SARL « Le Clos d'Aliénor » et « Les Jardins d'Aliénor » au profit de la SA ORPEA en date du 16 novembre 2011 ;

**VU** le courrier du 23 septembre 2011 de Monsieur Yves LE MASNE confirmant l'engagement de la SA ORPEA à accueillir les résidents actuellement hébergés dans l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis à Le Bouscat, sur les autres résidences du groupe ORPEA, situées à proximité, en maintenant leur tarif hébergement ;

**VU** la copie des statuts en date du 17 octobre 2011 de la SA ORPEA dont le siège social est fixé au 115 rue de la Santé à Paris (75013) ;

**VU** l'extrait Kbis de la SA ORPEA attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 401 251 566 ;

**CONSIDERANT** que la demande de transfert d'autorisation et de gestion susvisée apporte toutes les garanties attendues, à la fois, en matière de qualité de prises en charge des résidents et de fonctionnement de l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis à Le Bouscat ;

**CONSIDERANT** que la délocalisation et le regroupement des 94 lits d'hébergement permanent de l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis à Le Bouscat et de l'EHPAD « Les Jardins d'Aliénor » sis à Bruges et leur intégration dans le nouvel EHPAD reconstruit sis 31 rue Lamartine à Le Bouscat (33110) sont soumis à autorisation des autorités compétentes et participent d'une demande différente de celle ayant engagé la présente procédure d'autorisation ;

**CONSIDERANT** que la délocalisation et le regroupement des 5 lits d'hébergement permanent de l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis à Le Bouscat et leur intégration dans le futur EHPAD « Le Home La Tour » sis 5 rue Georges Pompidou à Talence (33400) ayant fait l'objet d'un arrêté d'autorisation en date du 25 juillet 2011, sont soumis à autorisation des autorités compétentes et participent d'une demande différente de celle ayant engagé la présente procédure d'autorisation ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services du Conseil Général ;



## **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue à l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles délivrée à la SARL « Le Clos d'Aliénor » représentée par Monsieur Philippe PORCHERON en qualité de cogérant est transférée à la SA ORPEA représentée par Monsieur Yves LE MASNE en qualité de directeur général pour la gestion de l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis 31 rue Lamartine à Le Bouscat (33110) d'une capacité de 42 lits d'hébergement permanent.

L'exploitation des 42 lits d'hébergement permanent ci-dessus désignés s'entend in situ 31 rue Lamartine à Le Bouscat (33110).

**ARTICLE 2** - Les représentants de la SA ORPEA sont tenus de respecter les conditions légales et les engagements pris auprès des autorités administratives, notamment, d'une part, le respect du projet d'établissement, conformément au dossier initial d'autorisation et, d'autre part, au respect des obligations mentionnées dans la convention tripartite pluriannuelle en date du 28 décembre 2004 et dans ses avenants.

**ARTICLE 3** - La présente autorisation ne vaut pas habilitation à l'aide sociale du Département.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 5** - La présente autorisation est caduque en application de l'article L. 313-1 du code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 7** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** SA ORPEA

N° FINESS : 75 083 270 1

N° SIREN : 401 251 566

Code statut juridique : 73 société anonyme

**Entité établissement :** EHPAD Le Clos d'Aliénor

**N° FINESS :** 33 079 802 6

**Code catégorie :** 200 Maison de retraite

**capacité :** 42

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	42

**ARTICLE 8** - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le **16 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

Nicole KLEIN



Le Président du Conseil Général,

Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

Gérard MARTY

**ARRETE du 16 MAI 2012**

Portant transfert d'autorisation  
au profit de la SAS EHPAD DU BEQUET  
pour la gestion de  
l'EHPAD LE HOME DE ROLLAND sis  
à LES PEINTURES (33230)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre du Mérite**

**Le Président du Conseil Général  
de la Gironde**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de Gironde 2009 – 2011 ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 28 mars 1988 portant sur l'autorisation délivrée à Madame HEUMANN pour la création d'un établissement de personnes âgées « SARL Le Home de Rolland » sis 6 Lieu-dit Rolland à Les Peintures (33230) d'une capacité de 9 places ;

**VU** l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 12 février 1998 portant sur l'autorisation délivrée à Monsieur Eric HEUMANN pour la création d'1 place, portant la capacité globale de la maison de retraite « Le Home de Rolland » sise 6 Lieu-dit Rolland à Les Peintures de 9 à 10 places ;

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

**VU** le compromis de cession de fonds de commerce signé le 18 juillet 2007 précisant que Monsieur Eric HEUMANN déclare être régulièrement propriétaire du fonds de commerce qu'il exploite à Les Peintures connu sous le nom de « Le Home de Rolland » pour l'avoir acquis de Madame Monique HEUMANN, suivant acte publié dans les Echos Judiciaires Girondins en date du 3 janvier 1995 ;

**VU** l'arrêté du Préfet du département de Gironde en date du 18 décembre 2007 portant transformation en EHPAD de la maison de retraite « le Home de Rolland » sise 6 Lieu-dit Rolland à Les Peintures, pour une capacité de 10 lits d'hébergement permanent ;

**VU** l'arrêté du Préfet du département de Gironde et du Président du Conseil Général en date du 21 juillet 2008 autorisant la SARL « Résidence du Lac » représentée par Monsieur Patrick Mongis pour l'extension non importante de l'EHPAD « Les Jardins de Jeanne » à Izon par transfert des 10 lits d'hébergement permanent de l'EHPAD « Le Home de Rolland » sis à Les Peintures ;

**VU** le compromis de cession du fonds de commerce désigné « Le Home de Rolland », EHPAD sis à Les Peintures (33230), signé le 18 juillet 2011 entre Monsieur Eric François HEUMANN d'une part, dénommé le cédant, et Monsieur Guy-Paul GUICHARD agissant en qualité de Président de la SA Holding POLYCLINIQUE BORDEAUX-NORD AQUITAINE, immatriculée au RCS Bordeaux 469 200 752 et sise 15 rue Claude Boucher à Bordeaux (33300) d'autre part, dénommée le cessionnaire ;

**VU** le courrier en date du 20 juillet 2011 de Monsieur Yves NOËL, Directeur Général de la SA Holding POLYCLINIQUE BORDEAUX-NORD AQUITAINE, sollicitant le transfert d'autorisation de l'EHPAD LE HOME DE ROLLAND sis à Les Peintures (33230) au profit de la SAS EHPAD DU BEQUET, filiale à 98% de la SA Holding POLYCLINIQUE BORDEAUX-NORD AQUITAINE ;

**VU** la copie des statuts certifiée conforme à l'original, en date du 30 juin 2010, de la SAS EHPAD DU BEQUET dont le siège social est fixé 344, route de Toulouse à Bordeaux (33130) et la copie de l'extrait Kbis du Tribunal de Bordeaux daté du 15 août 2011 attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 310 337 464 ;

**VU** le courrier de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général du 20 janvier 2012 adressé à Monsieur Patrick Mongis lui demandant de bien vouloir porter à la connaissance des deux autorités sous huit jours les preuves attestant du commencement d'exécution de l'autorisation dans les délais légaux définis par l'article D 313-7-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** la réponse de Monsieur Patrick Mongis du 27 février 2012 confirmant sa décision de renoncer à l'acquisition et au transfert des lits de l'EHPAD « Le Home de Rolland » sis à Les Peintures (33230) vers l'EHPAD « Les Jardins de Jeanne » à Izon ;

**CONSIDERANT** l'absence de tout élément de réalisation tendant à rendre effective l'autorisation délivrée par arrêté conjoint du 21 juillet 2008 et entraînant la caducité de cette dernière depuis le 21 juillet 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de transfert d'autorisation et de gestion susvisée apporte toutes les garanties attendues, à la fois en matière de qualité de prise en charge des résidents et de fonctionnement de l'EHPAD « Le Home de Rolland » sis à Les Peintures (33230) ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services Départementaux ;



**- ARRETEMENT -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles délivrée à Monsieur Eric HEUMANN est transférée à la SAS EHPAD DU BEQUET représentée par Monsieur Guy-Paul GUICHARD, désormais filiale à 98% de la SA Holding POLYCLINIQUE BORDEAUX-NORD AQUITAINE, pour la gestion de l'EHPAD « Le Home de Rolland » sis 6 Lieu-dit Rolland à Les Peintures (33230) d'une capacité de 10 lits d'hébergement permanent.

L'exploitation des 10 places ci-dessus désignées s'entend in situ soit 6 Lieu-dit Rolland à Les Peintures (33230) sous réserve de la réalisation effective de la cession de fonds de commerce du 18 juillet 2011 susvisée.

**Article 2** - Les représentants de la SAS EHPAD DU BEQUET sont tenus de respecter les conditions légales et les engagements pris auprès des autorités administratives, notamment, ceux mentionnés dans la convention tripartite pluriannuelle en date du 31 décembre 2007.

**Article 3** - La présente autorisation ne vaut pas habilitation à l'aide sociale du Département.

**Article 4** - Conformément à l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 4 janvier 2002.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**Article 5** - La présente autorisation est caduque en application de l'article L. 313-1 du code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**Article 6** - Tout changement dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**Article 7** - Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : SAS EHPAD DU BEQUET

N° FINESS : 33 000 653 7

N° SIREN : 310 337 464

Code statut juridique : 73 Société Anonyme

Entité établissement : EHPAD « Le Home de Rolland »

N° FINESS : 33 079 986 7

Code catégorie : 200 Maison de retraite

capacité : 10

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	10

**Article 8** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**Article 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 16 MAI 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général,

Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux



Gérard MARTY

ARRETE du **16 MAI 2012**  
Portant transfert d'autorisation  
au profit de la SA ORPEA pour la gestion de l'EHPAD  
« Les Jardins d'Aliénor » sis 87 avenue Conrad  
Gaussens à Bruges (33520)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

**VU** l'arrêté conjoint du 12 mars 2004 du Préfet de la Gironde et du Président du Conseil Général portant sur l'autorisation de création de l'EHPAD « Les Jardins d'Aliénor » sis 87 avenue Conrad Gaussens à Bruges (33520) d'une capacité de 57 lits d'hébergement permanent ;

**VU** la demande de transfert d'autorisation et de gestion de la SARL « Le Clos d'Aliénor » et de la SARL « Les Jardins d'Aliénor » par la SA ORPEA à son profit en date du 4 août 2011 en vue du regroupement de 94 des 99 lits autorisés dans un nouvel établissement neuf « Résidence du Bouscat » sur le site actuel de l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis à Le Bouscat suite à la démolition de ce dernier ; les 5 lits restants feront l'objet d'une demande de transfert vers l'EHPAD « Home La Tour » sis à Talence ;

**VU** la promesse synallagmatique de cession signée le 30 juin 2011 entre la société SAS GROUPE PORCHERON, Monsieur Philippe PORCHERON, Madame Christiane TRABADO, Madame Germaine Paulette BERTHY épouse FRAPE et Madame Françoise CASAGRANDE agissant en leur nom personnel en qualité d'associés de la SARL « Clos d'Aliénor » dénommés « Les cédants », et la société SAS GROUPE PORCHERON, Monsieur Philippe PORCHERON agissant en leur nom personnel en qualité d'associés de la SARL « Les Jardins d'Aliénor » désignés « Cédants de deuxième part » et Monsieur Yves LE MASNE désigné « Le cessionnaire », agissant en qualité de directeur général de la SA ORPEA sise 115 rue de la Santé à Paris (75013) ;

**VU** le constat de réalisation de la cession des actions des SARL « Le Clos d'Aliénor » et « Les Jardins d'Aliénor » au profit de la SA ORPEA en date du 16 novembre 2011 ;

**VU** l'avenant de renouvellement du bail commercial en date du 15 septembre 2011 de l'EHPAD « Les Jardins d'Aliénor » sis 87 avenue Conrad Gaussens à Bruges (33520) entre la Société PHELIOR CONRAD GAUSSENS dénommée « Le Bailleur » représentée par Monsieur Philippe PORCHERON agissant en qualité de gérant et la SARL « Les Jardins d'Aliénor » dénommée « le preneur » représentée par Monsieur Philippe PORCHERON, agissant en qualité de Président pour une nouvelle durée de 9 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011, le bailleur ne pouvant délivrer congé au locataire avant le 1<sup>er</sup> octobre 2014 ;

**VU** le courrier du 23 septembre 2011 de Monsieur Yves LE MASNE confirmant l'engagement de la SA ORPEA à maintenir l'activité de l'EHPAD « Les Jardins d'Aliénor » sis 87 avenue Conrad Gaussens à Bruges (33110) jusqu'à l'ouverture du nouvel établissement susmentionné et prévoyant l'ouverture du nouvel établissement au début du 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 ;

**VU** la copie des statuts en date du 17 octobre 2011 de la SA ORPEA dont le siège social est fixé au 115 rue de la Santé à Paris (75013) ;

**VU** l'extrait Kbis de la SA ORPEA attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 401 251 566 ;

**CONSIDERANT** que la demande de transfert d'autorisation et de gestion susvisée apporte toutes les garanties attendues, à la fois, en matière de qualité de prises en charge des résidents et de fonctionnement de l'EHPAD « Les Jardins d'Aliénor » sis à Bruges ;

**CONSIDERANT** que la délocalisation et le regroupement des 94 lits d'hébergement permanent de l'EHPAD « Le Clos d'Aliénor » sis à Le Bouscat et de l'EHPAD « Les Jardins d'Aliénor » sis à Bruges et leur intégration dans le nouvel EHPAD reconstruit sis 31 rue Lamartine à Le Bouscat (33110) sont soumis à autorisation des autorités compétentes et participent d'une demande différente de celle ayant engagé la présente procédure d'autorisation ;

**CONSIDERANT** qu'à défaut d'obtention de l'autorisation des autorités compétentes ou dans le cas de retard de livraison du futur EHPAD, la SA ORPEA s'engage à maintenir l'exploitation des 57 lits d'hébergement permanent sus désignés in situ 87 avenue Conrad Gaussens à Bruges (33520) ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services du Conseil Général ;



## **- ARRETEMENT -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue à l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles délivrée à la SARL « Les Jardins d'Aliénor » représentée par Monsieur Philippe PORCHERON en qualité de cogérant est transférée à la SA ORPEA représentée par Monsieur Yves LE MASNE en qualité de directeur général pour la gestion de l'EHPAD « Les Jardins d'Aliénor » sis 87 avenue Conrad Gaussens à Bruges (33520) d'une capacité de 57 lits d'hébergement permanent.

L'exploitation des 57 lits d'hébergement permanent ci-dessus désignés s'entend in situ 87 avenue Conrad Gaussens à Bruges (33520).

**ARTICLE 2** - Les représentants de la SA ORPEA sont tenus de respecter les conditions légales et les engagements pris auprès des autorités administratives, notamment, d'une part, le respect du projet d'établissement, conformément au dossier initial d'autorisation et, d'autre part, au respect des obligations mentionnées dans la convention tripartite pluriannuelle en date du 12 mars 2004 et dans ses avenants.

**ARTICLE 3** - La présente autorisation ne vaut pas habilitation à l'aide sociale du Département.

**ARTICLE 4** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 12 mars 2004. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 5** - La présente autorisation est caduque en application de l'article L. 313-1 du code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 7** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** SA ORPEA

N° FINESS : 75 083 270 1

N° SIREN : 401 251 566

Code statut juridique : 73 société anonyme

**Entité établissement :** EHPAD Les Jardins d'Aliénor

N° FINESS : 33 001 223 8

Code catégorie : 200 Maison de retraite

capacité : 57

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	57

**ARTICLE 8** - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 16 MAI 2012,

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,

Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général,

Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

Gérard MARTY

**Arrêté du 16 mai 2012 modifiant l'arrêté du  
17 avril 2012 fixant la composition de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L1432-4 ;

VU le Décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

Sur proposition des autorités et institutions concernées ;

**Arrête**

**Article 1er** : la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence : 14 membres titulaires (14 membres suppléants)***

**a) 3 représentants du Conseil Régional**

**Madame Solange MENIVAL** (Tit)  
*Madame Emmanuelle AJON* (Suppl)

**Madame Michèle DELAUNAY** (Tit)  
*Madame Elisabeth BURGAU-BONJEAN* (Suppl)

**Madame Marie BOVE** (Tit)  
*Monsieur Stéphane GUTHINGER* (Suppl)

**b) Pour chacun des départements**

- **Le conseil général de la Dordogne :**

**Le président ou son représentant : Monsieur LOTTERIE** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général de la Gironde :**

**Le président ou son représentant : Monsieur Bernard CASTAGNET** (Titulaire)

*Monsieur Robert PROVAIN (suppl)*

- **Le conseil général des Landes :**

**Le président ou son représentant : Monsieur BAYRES** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général du Lot-et-Garonne :**

**Le président ou son représentant : Monsieur HOCQUELET** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques :**

**Le président ou son représentant : Madame Marie-Pierre CABANE** (Titulaire)

*Monsieur Stéphane COILLARD (Suppl)*

**c) 3 représentants des groupements de communes**

**Monsieur Jean GRENET** (Tit) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz

*Madame Sylvie DURRUTY (Suppl) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz*

**Monsieur Eric KERROUCHE** (Tit) - Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud

*Monsieur Hubert DOSBA (Suppl) - Communauté de communes Maremne Adour Côté Sud*

**Monsieur Gérard GOUZES** (Tit) - Communauté de communes Val de Garonne

*Monsieur Jean GUERARD (Suppl) - Communauté de Communes Val de Garonne*

**d) 3 représentants des communes**

**Monsieur Jérôme CAHUZAC** (Tit) – député-maire de Villeneuve-sur-Lot

*Suppléant – Désignation en cours*

**Monsieur Michel LABARDIN** (Tit) – Maire de Gradignan

*Monsieur Dominique DUCASSOU (Suppl) – adjoint au maire de Bordeaux*

**Monsieur Claude FERRATO** (Tit) – Maire d'Aressy

*Madame Danielle SECCO (Suppl) – Maire de Saint-Morillon*

**2° Collège des représentants des usagers de service s de santé ou médico-sociaux :  
16 membres titulaires (16 suppléants)**

**a) 8 représentants des associations agréées au titre de l'article L1114-1 du code de la santé publique :**

**Madame Dominique GILLAIZEAU** (Tit) – Collectif Interassociatif sur la Santé Aquitaine (CISS A)

*Madame Eliane SERRE (Suppl) - UFC Que Choisir*



**Monsieur Michel MALET** (Tit) – Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM)

*Monsieur Paul-André FRANK* (Suppl) – Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)

**Madame Françoise TISSOT** (Tit) - Alliance Maladies rares

*Monsieur Christian SOTTOU* (Suppl) - Autisme France

**Monsieur Jacques SERVIA** (Tit) – Union Nationale des Associations Familiales de la Dordogne (UDAF 24)

*Madame Marie Françoise BASSALER* (Suppl) – Fédération Régionale Aquitaine du Mouvement Français pour le Planning Familial

**Madame Bernadette FREYSSIGNAC** (Tit) - France Alzheimer

*Madame Laure PREVOT* (Suppl) - Aînés ruraux

**Monsieur Michel PIONNIER** (Tit) – AIDES

*Monsieur Michel PERDRISSET* (Suppl) – Fédération Nationale d'Aide aux Insuffisants Rénaux (FNAIR)

**Monsieur Jean-Claude ARNAL** (Tit) - Ligue contre le cancer

*Monsieur Lucien ROUGIER* (Suppl) – Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud Ouest (AMATHSO)

**Madame Ginette POUPARD** (Tit) - France Parkinson

*Madame Colette BIELLE* (Suppl) – Association Nationale de Défense contre l'Arthrite Rhumatoïde (ANDAR)

**b) 4 représentants des associations de retraités et personnes âgées :**

**Monsieur Yvon-Louis LE YONDRE** (Tit)

*Madame Gilda PEYRE* (Suppl)

**Madame Renée Marie France GLISIA** (Tit)

*Monsieur Claude MAGRO* (Suppl)

**Monsieur Jean CARRERE** (Tit)

*Monsieur Gérard MARFAING* (Suppl)

**Monsieur Jean-Claude BATS** (Tit)

*Monsieur Philippe LABLEE* (Suppl)

**c) 4 représentants des associations de personnes handicapées :**

**Monsieur Jean Lou DRAPIER** (Tit)

*Monsieur Christophe BERTHELOT* (Suppl)

**Monsieur Jacques DELPRAT** (Tit)

*Monsieur Jacques SAURY* (Suppl)

**Madame Ginette DUPIN** (Tit)

*Monsieur Olivier MONTEIL* (Suppl)

**Monsieur Philippe CELERIER** (Tit)

*Monsieur Thierry PERRIGAUD* (Suppl)

**3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17 : 4 membres titulaires (4 suppléants)**

**Monsieur Michel HAECK** (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Gironde  
*Désignation en cours (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Gironde*

**Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE** (Tit) - représentant de la conférence de territoire des Landes  
*Monsieur Michel MOYRAND (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Dordogne*

**Monsieur Jean Marc FAUCHEUX** (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Lot-et-Garonne  
*Madame Sylvie LAMONTAGNE (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Dordogne*

**Docteur Anne COUSTETS** (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Navarre Côte Basque  
*Monsieur Christophe GAUTIER (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Béarn Soule*

**4° Collège des représentants des partenaires sociaux : 10 membres titulaires (10 suppléants)**

**a) 5 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives :**

**Monsieur Guy RAMBAUD** (Tit) – CFDT  
*Madame Béatrice GUILLET (Suppl) – CFDT*

**Monsieur Jean-Philippe BOYE** (Tit) – Force ouvrière  
*Monsieur Marc FREIBURGER (Suppl)- Force ouvrière*

**Monsieur Joël GUERIN** (Tit) – CFTC  
*Monsieur Patrice BEUNARD (Suppl) - CFTC*

**Madame Hélène MICHAULT** (Tit) - CGT  
*Madame Véronique KELNER (Suppl) – CGT*

**Madame Nicole CHAUX** (Tit) – CFE CGC  
*Monsieur Alain PETIT (Suppl) – CFE CGC*

**b) 3 représentants des organisations syndicales professionnelles d'employeurs représentatives**

**Madame Valérie PARIS** – MEDEF  
*Monsieur Yves NOEL – MEDEF*

**Monsieur Patrick DAUGUET** – CGPME  
*Monsieur Renaud FABRE - CGPME*

**Monsieur Max MICHELI** (Tit) - UPA  
*Monsieur Benoît TABASTE (Suppl) - UPA*

- c) **1 représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales**

Titulaire et suppléant - désignation en cours

- d) **1 représentant des organisations syndicales représentatives des exploitations agricoles**

**Monsieur Daniel SAINT MARC** (Tit) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

*Monsieur Pierre LASCASSIES (suppl) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles*

**5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociale : 6 membres titulaires (6 suppléants)**

- a) **2 représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité**

**Professeur Patrick HENRY** (Tit) - Médecins du monde

*Monsieur Arnaud WIEHN (Suppl) - Médecins du monde*

**Madame Marie Christine FODRAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles En Difficulté (SAFED)

*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE – ASPP*

- b) **2 représentants de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT) au titre de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles mentionnée à l'article R221-9 du code de la sécurité sociale**

**Monsieur Jacques FEUILLERAT** (Tit)

*Monsieur Ramuntcho PEREZ (Suppl)*

**Madame Maria DOUMEINGTS** (Tit)

*Monsieur Pierrick CHAUSSEE (Suppl)*

- c) **1 représentant des Caisses d'Allocations Familiales**

**Monsieur Jean-Jacques RONZIE** (Tit) - CAF de la Gironde

*Madame Michèle BRAGA (Suppl) – CAF des Landes*

- d) **1 représentant de la mutualité française**

**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) – Mutualité Française

*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

**6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé : 10 membres (10 suppléants)**

- a) **2 représentants des services de santé scolaire et universitaire**

**Docteur Colette DELMAS** (Tit) – Rectorat

*Docteur Cristina BUSTOS (Suppl) – Inspection académique 33*

**Docteur Martine LAFAYE** (Tit) – Inspection académique 24  
*Docteur Colette MOULINES (Suppl) – Inspection académique 64*

**b) 2 représentants des services de santé au travail**

**Monsieur Laurent MINARO** (Tit) – AHI 33  
*Monsieur Florent VAUBOURDOLLE (Suppl) – AHI 33*

**Madame Annick IGNARD** (Tit) - ASSTRA  
*Madame Catherine GIMENEZ (Suppl) - ASSTRA*

**c) 2 représentants des services départementaux de protection et de promotion de la santé maternelle et infantile**

**Docteur Françoise NORMANDIN** (Tit) - Direction Actions de Santé  
*Docteur Françoise OUSTALOUP (Suppl) – PMI Petite enfance*

**Docteur Corinne MAYER** (Tit) – Direction Actions de Santé  
*Docteur Isabelle BERTRAND-SALLES (Suppl) – PMI Mode d'accueil*

**d) 2 représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, la prévention ou l'éducation pour la santé, dont un œuvrant dans le domaine médico-social ou de la cohésion sociale**

**Monsieur Thierry DIMBOUR** (Tit) – CREAHI  
*Professeur François DABIS (Suppl) - CRAES CRIPS*

**Monsieur Jean-Louis REYNAL** (Tit) - CHRS 24  
*Monsieur Vincent PATISSOU (Suppl) – ANPAA 24*

**e) 1 représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé, de l'enseignement et de la recherche**

**Docteur André OCHOA** (Tit) – ORS Aquitaine  
*Docteur Sylvie MAURICE (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

**f) 1 représentant des associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L 141-1 du code de l'environnement**

**Madame Noëlle Caroline SOUDAN** (Tit) – Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO)  
*Monsieur Bernard FOURNIER (Suppl) - Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO)*

**7° Collège des offreurs des services de santé : 34 membres (34 suppléants)**

**a) 5 représentants des établissements publics de santé**

**Docteur Thierry DELLA** (Tit) – Président de la CME du CH des Pyrénées  
*Madame Marie-Noëlle BOUCHAUD (Suppl) – Directeur du CH Sud Gironde*



**Professeur Dominique DALLAY** (Tit) - Président de la CME du CHU de Bordeaux  
*Monsieur Florian JAZERON (Suppl) – Directeur du CH d’Agen*

**Docteur Yannick MONSEAU** (Tit) – Président de la CME du CH de Périgueux  
*Docteur Olivier LOUIS (Suppl) – Président de la CME du CH de Libourne*

**Monsieur Michel GLANES** (Tit) – Directeur du CHICB de Bayonne  
*Monsieur Christophe BOURIAT (Suppl) – Directeur du CH d’Orthez*

**Madame Chantal LACHENAYE-LLANAS** (Tit) – Directeur Général Adjoint du CHU de Bordeaux  
*Madame Virginie VALENTIN (Suppl) – Secrétaire générale du CHU de Bordeaux*

**b) 2 représentants des établissements privés de santé à but lucratif**

**Docteur Olivier JOURDAIN** (Tit) – Président de la Conférence Régionale des CME de l’Hospitalisation privée d’Aquitaine  
*Docteur Jean-François VERGIER (Suppl) – Président de la CME de la Clinique Tivoli*

**Monsieur Gérard ANGOTTI** (Tit) – Président de la FHP d’Aquitaine  
*Madame Marie-France GAUCHER (Suppl) – Directrice Générale de la Polyclinique de Navarre*

**c) 2 représentants des établissements privés de santé à but non lucratif**

**Monsieur Jean-Nicolas FICHET** (Tit) - Secrétaire Général Fondation John BOST  
*Madame Joëlle DARETHS (Suppl), Directrice de l’Institut Hélios-Marin*

**Docteur Sylvie BOUVERET** (Tit) - Présidente de la CME de l’Institut Hélios-Marin  
*Docteur Jean-Louis BERGERON (Suppl) - Président de la CME de la Clinique mutualiste de Pessac*

**d) 1 représentant des établissements assurant des activités de soins à domicile**

**Madame Marie-Antoinette MICHEL** (Tit) – Directeur HAD 47  
*Monsieur Yannick GARCIA (Suppl) – Directeur HAD Santé service Dax*

**e) 4 représentants des personnes morales gestionnaires d’institutions accueillant des personnes handicapées**

**Monsieur Luis DANEY** (Tit) - URIOPSS  
*Monsieur Michel LIBRES (Suppl) – FEHAP*

**Madame Régine BENTEJAC** (Tit) – FEHAP  
*Madame Sylvie FAUGERAS (Suppl) - URIOPSS*

**Monsieur Alain FAURE** (Tit) – URAPEI  
*Monsieur Alain JOUCLARD (Suppl) – URAPEI*

**Monsieur Joël ARNAUD** (Tit) - GEPSO  
*Monsieur Gérard MICHELITZ (suppl) - GEPSO*

**f) 4 représentants des personnes morales gestionnaires d’institutions accueillant des personnes âgées**

**Monsieur Rodolphe KARAM** (Tit) – URIOPSS  
*Monsieur Michel PINAUD (Suppl) – FEHAP*

**Monsieur Pascal PUGET** (Tit) – FHF  
*Monsieur Alain GARBAY (Suppl) – FHF*

**Monsieur Max DUBOIS** (Tit) - SYNERPA  
*Monsieur Thomas VIVEZ (Suppl) – SYNERPA*

**Monsieur Pierre Jean GARGUIL** (Tit) – UNCCAS  
*Monsieur Jacques VIDAL (Suppl) – UNA*

**g) 1 représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficultés sociales**

**Madame Catherine ABELOOS** (Tit) – Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS)  
*Madame Véronique GARGUIL (Suppl) - Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addictologie (ANITeA)*

**h) 1 représentant des centres de santé, maisons de santé et pôles de santé**

**Monsieur Denis PASSERIEUX** (Tit) – Maison de santé du Pays d'Albret  
*Madame Cécile DORTHE DE THESUT (Suppl) - Centre des jeunes et de la santé*

**i) 1 représentant des réseaux de santé**

**Madame Sylvie DIZABO** (Tit) – Présidente du réseau Palliador  
*Docteur Laurence JOLLY PEDESPAN (Suppl) – Coordinatrice réseau périnatalité aquitaine*

**j) 1 représentant des associations de permanence des soins intervenant dans le dispositif de permanence des soins**

**Docteur Nicolas BRUGERE** (Tit) – Président de l'ASSUM 33  
*Docteur Emile PARQUIER (Suppl) – Président de l'ASSUM 24*

**k) 1 médecin responsable d'un service d'aide médicale urgente ou d'une structure d'aide médicale d'urgence et de réanimation**

**Docteur Michel THICOIPE** (Tit) - SAMU CHU de Bordeaux  
*Docteur Tarak MOKNI (Suppl) - SAMU 64 Centre Hospitalier Côte Basque*

**l) 1 représentant des transporteurs sanitaires**

**Monsieur Jean Martin ETCHEVERRY** (Tit) – Pays basque Ambulances 64  
*Monsieur Sébastien PINAUD (Suppl) – SARL Ambulances réunies 24*

**m) 1 représentant des Services Départementaux d'Incendie et de Secours**

**Colonel Jean-Paul DECELLIERES** (Tit) – Directeur départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde

*Colonel Dominique MATHIEU (Suppl) – Directeur Adjoint départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde*

**n) 1 représentant des organisations syndicales représentatives de médecins des établissements publics de santé**

**Docteur Patrick NIVET** (Tit) - CH Libourne

*Docteur Richard TORRIELLI (Suppl) - CHU Bordeaux*

**o) Six membres des unions régionales des professionnels de santé (URPS)**

Jusqu'à la création des unions régionales des professionnels de santé, les représentants mentionnés au o du 7° sont désignés par le directeur général de l'ARS sur proposition en ce qui concerne les médecins, de l'union régionale des médecins exerçant à titre libéral et, en ce qui concerne les représentants des autres professionnels de santé, des organisations syndicales reconnues comme représentatives de ces professions au niveau régional ou à défaut au niveau national.

➤ pour les médecins

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) - URPS

*Monsieur le Docteur Philippe ARRAGON-TUCOO (Suppl) – URPS*

➤ pour les pharmaciens

**Monsieur François MARTIAL** (Tit) - Fédération des syndicats pharmaceutiques de France

*Monsieur PROVOST (Suppl) – Union nationale des pharmaciens de France*

➤ pour les chirurgiens dentistes

**Monsieur Guy CERF** (Tit) – Confédération Nationale des Syndicats Dentaires (CNSD)

*Docteur Philippe DENOYELLE (Suppl) - Union des Jeunes Chirurgiens Dentistes (UJCD)*

➤ pour les masseurs kinésithérapeutes

**Monsieur Patrick LAMAT** (Tit) – Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs (FFMKR)

*Monsieur Jean Louis RABEJAC (Suppl) – Syndicats de Masseurs Kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR)*

➤ pour les sages-femmes

**Madame Marie Claire TREVISIOL** (Tit) - Union Nationale et Syndicale des sages femmes (UNSSF)

*Suppléant – désignation en cours*

➤ pour les infirmiers  
Désignations en cours

**p) 1 représentant de l'ordre des médecins**

**Docteur Frédéric LAURENTJOYE** (Tit) - Conseil Régional de l'Ordre des Médecins

*Docteur Eric FRETILLERE (Suppl) – Conseil Régional de l'Ordre des Médecins*

**q) 1 représentant des internes en médecine de la ou des subdivisions situées sur le territoire de la région**

**Docteur Philippe SARRABAY** (Tit) – AIHB (Association des Internes des Hôpitaux de Bordeaux)

*Docteur Marco ROMERO (Suppl) – SIMGA (Syndicat des Internes en Médecine Générale d'Aquitaine)*

**8° Collège des personnalités qualifiées : 2 membres titulaires**

**Professeur Jean François DARTIGUES**

**Monsieur Bertrand GARROS**

**Article 2 :** Participent, avec voix consultative, aux travaux de la conférence et au sein des formations :

- le Préfet de région,
- le président du conseil économique et social régional,
- les chefs de service de l'Etat en région,
- le Directeur général de l'agence régionale de santé,
- Monsieur Alban LACAZE, représentant les conseils des organismes locaux d'assurance maladie relevant du régime général,
- Monsieur Bertrand BOUTEILLER, président de l'ARAMSA,
- le président de la caisse de base du régime social des indépendants.

**Article 3 :** Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 4 :** Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 5 :** La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 16 mai 2012

La Directrice Générale Adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé

**Anne BARON**



**Arrêté du 16 mai 2012 modifiant l'arrêté du  
17 avril 2012**

**fixant la composition de la commission  
spécialisée pour les prises en charge et  
accompagnements médico-sociaux de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**

*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence régionale de la Santé et de l'Autonomie modifié ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1<sup>er</sup> Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Béatrice DESAIGUES** (Tit) - Conseil Régional

*Madame Elisabeth BURGAU-BONJEAN (Suppl) – Conseil Régional*

**Le président du conseil général de la Gironde ou son représentant : Monsieur Bernard CASTAGNET** (Titulaire)

*Monsieur Robert PROVAIN (suppl)*

**Le président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques ou son représentant : Madame Marie-Pierre CABANE** (Tit)

*Monsieur Stéphane COILLARD (Suppl)*

**Monsieur Eric KERROUCHE** (Tit) - Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud  
*Monsieur Hubert DOSBA (Suppl) - Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud*

La désignation du représentant des communes sera faite après la désignation des représentants par l'assemblée des maires de France.

## **2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

**Madame Bernadette FREYSSIGNAC** (Tit) - France Alzheimer  
*Madame Laure PREVOT (Suppl) - Aînés ruraux*

**Monsieur Jacques SERVIA** (Tit) - UDAF 24  
*Madame Marie Françoise BASSALER (Suppl) – Fédération Régionale Aquitaine du Mouvement Français pour le Planning Familial*

**Monsieur Jean CARRERE** (Tit) – association de retraités et personnes âgées  
*Monsieur Gérard MARFAING (Suppl) – association de retraités et personnes âgées*

**Monsieur Yvon LE YONDRE** (Tit) - association de retraités et personnes âgées  
*Madame Gilda PEYRE (Suppl) – association de retraités et personnes âgées*

**Monsieur Jacques DELPRAT** (Tit) – association des personnes handicapées  
*Monsieur Jacques SAURY (Suppl) – association des personnes handicapées*

**Monsieur Jean Lou DRAPIER** (Tit) – association des personnes handicapées  
*Monsieur Christophe BERTHELOT (Suppl) – association des personnes handicapées*

## **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Docteur Anne COUSTETS** (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Navarre-Côte Basque  
*Monsieur Christophe GAUTIER (Tit) – représentant la conférence de territoire de Béarn Soule*

## **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Monsieur Jean-Philippe BOYE** (Tit) - Force ouvrière  
*Monsieur Marc FREIBURGER (Suppl)- Force ouvrière*

**Madame Valérie PARIS** (Tit) – MEDEF  
*Monsieur Yves NOEL (Suppl) – MEDEF*

La désignation du représentant des artisans, des commerçants et des professions libérales sera faite après la désignation conjointe des représentants à la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, à la Chambre régionale de commerce et d'industrie et à une organisation représentative des professions libérales.

**Monsieur Daniel SAINT MARC** (Tit) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles  
*Monsieur Pierre LASCASSIES (suppl) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles*

## **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**Madame Marie-Christine FOUDRAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles en Difficulté (SAFED)

*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE - ASPP*

**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) - Mutualité française

*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

## **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Monsieur Luis DANEY** (Tit) – URIOPSS

*Monsieur Michel LIBRES (Suppl) – FEHAP*

**Madame Régine BENTEJAC** (Tit) – FEHAP

*Madame Sylvie FAUGERAS (Suppl) - URIOPSS*

**Monsieur Alain FAURE** (Tit) – URAPEI

*Monsieur Alain JOUCLARD (Suppl) – URAPEI*

**Monsieur Joël ARNAUD** (Tit) – GEPSO

*Monsieur Gérard MICHELITZ (suppl) - GEPSO*

**Monsieur Rodolphe KARAM** (Tit) – URIOPSS

*Monsieur Michel PINAUD (Suppl) – FEHAP*

**Monsieur Pascal PUGET**(Tit) - Fédération de l'Hospitalisation de France (FHF)

*Monsieur Alain GARBAY (Suppl) - Fédération de l'Hospitalisation de France (FHF)*

**Monsieur Max DUBOIS** (Tit) – SYNERPA

*Monsieur Thomas VIVEZ (Suppl) – SYNERPA*

**Monsieur Pierre Jean GARGUIL** (Tit) – UNCCAS

*Monsieur Jacques VIDAL (Suppl) – UNA*

**Madame Catherine ABELOOS** (Tit) – Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS)

*Madame Véronique GARGUIL (Suppl) - Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addictologie (ANITeA)*

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) – URML

*Docteur Philippe ARRAMON-TUCOO (Suppl) – URML*

**Article 2** : Monsieur Yvon LE YONDRE est élu président de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux. A ce titre, il est membre de droit de la commission permanente.

**Article 3** : Madame Catherine ABELOOS est élu vice-présidente de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux.

**Article 4** : siègent également deux représentants issus de la commission spécialisée d'organisation des soins désignés lors de la première réunion de la commission :

**Monsieur Thierry DIMBOUR**  
**Monsieur Michel MALET**

**Article 5** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 6** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 7** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 16 mai 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



**Nicole KLEIN**



**Arrêté du 16 mai 2012 modifiant l'arrêté du  
30 novembre 2011 fixant la composition de  
la commission permanente de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission permanente modifié ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la commission permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Solange MENIVAL** (Tit) - Conseil Régional  
*Madame Emmanuelle AJON* (Suppl) - Conseil Régional

**Le président du conseil général de la Dordogne ou son représentant : Monsieur LOTTERIE** (Titulaire)  
*Suppléant – Désignation en cours*

***2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux***

**Madame Dominique GILLAIZEAU** (Tit) - Présidente du Collectif Interassociatif Sur la Santé d'Aquitaine (CISS A)  
*Madame Eliane SERRE* (Suppl) - UFC Que Choisir

**Monsieur Michel PIONNIER** (Tit) – AIDES

*Monsieur Michel PERDRISSET (Suppl) – Fédération Nationale d'Aide aux Insuffisants Rénaux (FNAIR)*

### **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Monsieur Jean-Marc FAUCHEUX** (Tit) – représentant la conférence de territoire de Lot-et-Garonne

*Madame Sylvie LAMONTAGNE (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Dordogne*

### **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Monsieur Guy RAMBAUD** (Tit) – CFDT

*Madame Béatrice GUILLET (Suppl) – CFDT*

**Madame Valérie PARIS** (Tit) – MEDEF

*Monsieur Yves NOEL (Suppl) – MEDEF*

### **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**Madame Marie Christine FOUERAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles en Difficulté (SAFED)

*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE - ASPP*

### **6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

**Monsieur André OCHOA** (Tit) - ORS Aquitaine

*Docteur Sylvie MAURICE-TISON (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

### **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Madame LACHENAYE-LLANAS** (Tit) – Directeur Général Adjoint du CHU de Bordeaux

*Madame Virginie VALENTIN (Suppl) – Secrétaire général du CHU de Bordeaux*

**Monsieur Gérard ANGOTTI** (Tit) - Fédération de l'Hospitalisation Privée

*Madame Marie-France GAUCHER (Suppl) – Directrice Générale de la Polyclinique de Navarre*

**Docteur Sylvie BOUVERET** (Tit) - Président de la CME de l'Institut Héliomarin

*Docteur Jean-Louis BERGERON (Suppl) - Président de la CME de la Clinique mutualiste de Pessac*

**Monsieur Nicolas BRUGERE** (Tit) - Président de l'Association des Services de Soins et d'Urgences Médicales de la Gironde (ASSUM 33)

*Docteur Emile PARQUIER (Suppl) – Président de l'ASSUM 24*

**Monsieur Rodolphe KARAM** (Tit) – URIOPSS

*Monsieur Michel PINAUD (Suppl) – FEHAP*

### **8° Collège des personnalités qualifiées**

**Monsieur Bertrand GARROS**

**Article 2** : siègent également au sein de la commission permanente :

- le Professeur Patrick HENRY, président de la CRSA,
- les présidents des quatre commissions spécialisées en tant que vice-présidents de la commission permanente désignés lors de la première séance de chaque commission :
- **Monsieur Jean-Louis REYNAL**, président de la commission spécialisée de prévention,
- **Monsieur Michel GLANES**, président de la commission spécialisée d'organisation des soins,
- **Monsieur Yvon LE YONDRE**, président de la commission spécialisée pour la prise en charge et accompagnements médico-sociaux,
- **Madame Ginette POUPARD**, présidente de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers.

**Article 3** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 4** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 5** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 16 mai 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

Arrêté du **22 MAI 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CRLCC Institut BERGONIE  
N° Finess 330000662 au titre de l'activité du mois  
de mars 2012

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CRLCC Bergonié, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 15 mai 2012, par le CRLCC Bergonié,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 866 931,57 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **4 073 115,68 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **777 551,35 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **16 264,54 €**
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRLCC Bergonié et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **22 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN

**Anne BARON**

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
 INSTITUT BERGONIE(330000662)  
 Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mardi 15/05/2012, 12:23  
 Date de validation par la région : mardi 15/05/2012, 16:30  
 Date de récupération : mardi 15/05/2012, 16:31

# Montants hors AME

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA de titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 746 883,16	9 746 883,16	6 290 105,59	3 456 777,57	3 456 777,57
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 128,12	53 128,12	36 863,58	16 264,54	16 264,54
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 795 383,21	2 795 383,21	2 017 831,86	777 551,35	777 551,35
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 192,11	13 192,11	8 646,36	4 545,75	4 545,75
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 728 897,98	1 728 897,98	1 117 105,62	611 792,36	611 792,36
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 337 484,58</b>	<b>14 337 484,58</b>	<b>9 470 553,01</b>	<b>4 866 931,57</b>	<b>4 866 931,57</b>

# Montants des AME

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Dernier montant d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

P : Montant de l'activité	
3 456 777,57	Activité d'hospitalisation
616 338,11	Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses
777 551,35	Médicaments séjours
16 264,54	DMI
0,00	AME
<b>4 866 931,57</b>	<b>Total</b>

Arrêté du **22 MAI 2012**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de LIBOURNE n° Finess 330781253 au titre de l'activité du mois de mars 2012

Mission PMSI

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Libourne, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, le 16 mai 2012, par le centre hospitalier de Libourne,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **9 788 507,22 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **9 188 408,33 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **578 540,82 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **21 558,07 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Libourne et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **22 MAI 2012**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN **Anne BARON**



MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE(330781253)  
Année 2012 - Période Année 2012 M3 : De janvier à mars  
Cet exercice est validé par la région  
Date de validation par l'établissement : mercredi 16/05/2012, 14:50  
Date de validation par la région : mercredi 16/05/2012, 16:56  
Date de récupération : mercredi 16/05/2012, 16:58

# Montants hors AME

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D)	F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011	H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 967 855,67	23 967 855,67	15 510 598,49	8 457 257,18	8 457 257,18
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 740,43	23 740,43	20 608,73	3 131,70	3 131,70
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 303,72	36 303,72	22 885,15	13 418,57	13 418,57
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 579,08	276 579,08	276 579,08	0,00	0,00
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 772 033,31	1 772 033,31	1 193 492,49	578 540,82	578 540,82
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 954,27	210 954,27	144 955,52	65 998,75	65 998,75
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 481,99	36 481,99	22 558,05	13 923,94	13 923,94
ACE	0,00	0,00	13 658,12	0,00	0,00	0,00	1 991 871,53	1 991 871,53	1 357 193,34	634 678,19	634 678,19
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	13 658,12	0,00	0,00	0,00	28 315 820,00	28 315 820,00	18 548 870,85	9 766 949,15	9 766 949,15

# Montants des AME

	B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012)	C : Dernier montant d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité AME calculé (B - C)	E : Montant de l'activité AME notifié
Forfait GHS + supplément AME	41 282,82	19 724,75	21 558,07	21 558,07
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	41 282,82	19 724,75	21 558,07	21 558,07

P : Montant de l'activité	
8 473 807,45	Activité d'hospitalisation
714 600,88	Activité externe y compris ATU, FFM, SE
578 540,82	et Molécules onéreuses
21 558,07	Médicaments séjours
0,00	DMI
0,00	AME
9 788 507,22	Total

**Arrêté du 4 juin 2012 modifiant l'arrêté du  
20 mars 2012 portant nomination des  
membres de la commission régionale de  
conciliation et d'indemnisation des  
accidents médicaux, des affections  
iatrogènes et des infections nosocomiales  
(CRCI)**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1142-5, L.1142-6, R1142-4-1, R.1142-5, R.1142-6 et R.1142-7,

Sur proposition des autorités et institutions concernées ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) d'Aquitaine est modifiée comme suit :

**1) au titre des représentants des usagers du système de santé :**

Madame Christiane LABROUSSE représentant l'association Familles Rurales, titulaire  
*suppléée par Monsieur Denis MATHIEU représentant l'Union Régionale des Associations  
Familiales (URAF)*

Monsieur Lucien ROUGIER représentant l'Association des Malades et Transplantés  
Hépatiques du Sud-Ouest (AMATHSO), titulaire  
*Suppléant - Désignation en cours*

Madame Luce NOGUES représentant la Ligue contre le Cancer de Lot-et-Garonne, titulaire  
*suppléée par Monsieur Jean-Claude LAPORTE représentant la Ligue contre le Cancer de  
Gironde*

Monsieur Daniel PALOUMET BOURDA représentant l'Association des Paralysés de France  
(APF), titulaire  
*suppléé par Monsieur Jacques DELPRAT représentant l'Union nationale des associations de  
parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI)*

Monsieur Jean-Jacques COTTINEAU représentant l'association Lutte, Information, Etudes  
des Infections Nosocomiales (LE LIEN), titulaire

*suppléé par Madame Christiane BLANC représentant l'association Lutte, Information, Etudes des Infections Nosocomiales (LE LIEN)*

Madame Dominique GILLARDEAU représentant le Collectif Inter-associatif Sur la Santé d'Aquitaine (CISS-A), titulaire  
*suppléée par Monsieur Patrick GEILLER représentant le Collectif Inter-associatif Sur la Santé d'Aquitaine (CISS-A)*

## **2) au titre des professionnels de santé :**

### **a) deux représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)**

Docteur Alain PROBST, titulaire  
*suppléé par Docteur Claude MICHELET désignés par l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) des Médecins*

Monsieur Patrick EXPERTON, titulaire  
*suppléé par Madame Françoise DESCLAUX, désignés par l'Union régionale des Professionnels de Santé (URPS) des infirmiers*

### **b) un praticien hospitalier (et un suppléant)**

*Désignations en cours*

## **3° Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :**

### **1) un responsable d'établissement public de santé (et un suppléant)**

Monsieur Philippe JEAN, Directeur adjoint au Centre Hospitalier de Pau, titulaire,  
*suppléé par Monsieur Lin DAUBECH, directeur adjoint au CHU de Bordeaux, proposés par la Fédération Hospitalière de France-Région Aquitaine (FHF-RA)*

### **2) deux responsables d'établissements de santé privés (et deux suppléants)**

a) Madame Véronique COLOMBO, PDG du centre Marienia à Cambo, titulaire,  
*suppléée par Madame Danièle DEVAUCHELLE, directrice de la Polyclinique Jean Villar à Bruges, désignées par la Fédération de l'Hospitalisation Privée d'Aquitaine (FHP)*

b) Monsieur Sébastien RIVOAL, Directeur du centre médical La Pignada, titulaire,  
*suppléé par Monsieur Joël BLANC, DRH Pavillon de la Mutualité à Bordeaux, désignés par la Fédération des Etablissements Hospitaliers d'Aide à la Personne d'Aquitaine (FEHAP)*

## **4° au titre de l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou leurs représentants :**

Le président du conseil d'administration et le directeur de l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou leurs représentants,

**5° Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L. 1142-2 :**

- a) Monsieur Didier CHARLES, titulaire,  
*suppléé par Madame Magali AUGU,*
- b) Madame Béatrice VERMILLARD, titulaire,  
*suppléée par Madame Anne Sophie MAZEIRAT*

**6° Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels.**

- Docteur Roland Igor GALPERINE, Praticien hospitalier honoraire, titulaire,  
*suppléé par le Docteur Jean-Marcel MOURGUES, président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Lot-et-Garonne,*
- Monsieur Laurent BLOCH, Maître de conférences à l'Université Bordeaux IV, titulaire,  
*suppléé par Monsieur Pascal COMBEAU, Professeur de droit public à l'Université Montesquieu- Bordeaux IV*
- Madame Marie-France LACAZE, Magistrat honoraire, titulaire,  
*suppléée par Monsieur Jean PUYBARAUD, avocat honoraire,*
- Monsieur Bernard BAHUET, Avocat honoraire, titulaire,  
*suppléé par Madame Anne-Marie EGEA, Directrice d'hôpital honoraire.*

**Article 2** : Leur mandat est arrêté pour une durée de 3 ans à compter de la date d'effet du présent arrêté fixée au 1<sup>er</sup> avril 2012.

**Article 3** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 4** : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 4 juin 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN



**Arrêté du 8 juin 2012 modifiant l'arrêté du  
16 mai 2012 fixant la composition de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L1432-4 ;

VU le Décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

Sur proposition des autorités et institutions concernées ;

**Arrête**

**Article 1er** : la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence : 14 membres titulaires (14 membres suppléants)***

**a) 3 représentants du Conseil Régional**

**Madame Solange MENIVAL** (Tit)  
*Madame Emmanuelle AJON* (Suppl)

**Madame Michèle DELAUNAY** (Tit)  
*Madame Elisabeth BURGAU-BONJEAN* (Suppl)

**Madame Marie BOVE** (Tit)  
*Monsieur Stéphane GUTHINGER* (Suppl)

**b) Pour chacun des départements**

- **Le conseil général de la Dordogne :**

**Le président ou son représentant : Monsieur LOTTERIE** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général de la Gironde :**

**Le président ou son représentant : Monsieur Bernard CASTAGNET** (Titulaire)

*Monsieur Robert PROVAIN (suppl)*

- **Le conseil général des Landes :**

**Le président ou son représentant : Monsieur BAYRES** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général du Lot-et-Garonne :**

**Le président ou son représentant : Monsieur HOCQUELET** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques :**

**Le président ou son représentant : Madame Marie-Pierre CABANE** (Titulaire)

*Monsieur Stéphane COILLARD (Suppl)*

**c) 3 représentants des groupements de communes**

**Monsieur Jean GRENET** (Tit) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz

*Madame Sylvie DURRUTY (Suppl) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz*

**Monsieur Eric KERROUCHE** (Tit) - Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud

*Monsieur Hubert DOSBA (Suppl) - Communauté de communes Maremne Adour Côté Sud*

**Monsieur Gérard GOUZES** (Tit) - Communauté de communes Val de Garonne

*Monsieur Jean GUERARD (Suppl) - Communauté de Communes Val de Garonne*

**d) 3 représentants des communes**

**Monsieur Jérôme CAHUZAC** (Tit) – député-maire de Villeneuve-sur-Lot

*Suppléant – Désignation en cours*

**Monsieur Michel LABARDIN** (Tit) – Maire de Gradignan

*Monsieur Dominique DUCASSOU (Suppl) – adjoint au maire de Bordeaux*

**Monsieur Claude FERRATO** (Tit) – Maire d'Aressy

*Madame Danielle SECCO (Suppl) – Maire de Saint-Morillon*

**2° Collège des représentants des usagers de service s de santé ou médico-sociaux :  
16 membres titulaires (16 suppléants)**

**a) 8 représentants des associations agréées au titre de l'article L1114-1 du code de la santé publique :**

**Madame Dominique GILLAIZEAU** (Tit) – Collectif Interassociatif sur la Santé Aquitaine (CISS A)

*Madame Eliane SERRE (Suppl) - UFC Que Choisir*

**Monsieur Michel MALET** (Tit) – Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM)

*Monsieur Paul-André FRANK* (Suppl) – Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)

**Madame Françoise TISSOT** (Tit) - Alliance Maladies rares

*Monsieur Christian SOTTOU* (Suppl) - Autisme France

**Monsieur Jacques SERVIA** (Tit) – Union Nationale des Associations Familiales de la Dordogne (UDAF 24)

*Madame Marie Françoise BASSALER* (Suppl) – Fédération Régionale Aquitaine du Mouvement Français pour le Planning Familial

**Madame Bernadette FREYSSIGNAC** (Tit) - France Alzheimer

*Madame Laure PREVOT* (Suppl) - Aînés ruraux

**Monsieur Michel PIONNIER** (Tit) – AIDES

*Monsieur Michel PERDRISSET* (Suppl) – Fédération Nationale d'Aide aux Insuffisants Rénaux (FNAIR)

**Monsieur Jean-Claude ARNAL** (Tit) - Ligue contre le cancer

*Monsieur Lucien ROUGIER* (Suppl) – Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud Ouest (AMATHSO)

**Madame Ginette POUPARD** (Tit) - France Parkinson

*Madame Colette BIELLE* (Suppl) – Association Nationale de Défense contre l'Arthrite Rhumatoïde (ANDAR)

**b) 4 représentants des associations de retraités et personnes âgées :**

**Monsieur Yvon-Louis LE YONDRE** (Tit)

*Madame Gilda PEYRE* (Suppl)

**Madame Renée Marie France GLISIA** (Tit)

*Monsieur Claude MAGRO* (Suppl)

**Monsieur Jean CARRERE** (Tit)

*Monsieur Gérard MARFAING* (Suppl)

**Monsieur Jean-Claude BATS** (Tit)

*Monsieur Philippe LABLEE* (Suppl)

**c) 4 représentants des associations de personnes handicapées :**

**Monsieur Jean Lou DRAPIER** (Tit)

*Monsieur Christophe BERTHELOT* (Suppl)

**Monsieur Jacques DELPRAT** (Tit)

*Monsieur Jacques SAURY* (Suppl)

**Madame Ginette DUPIN** (Tit)

*Monsieur Olivier MONTEIL* (Suppl)

**Monsieur Philippe CELERIER** (Tit)

*Monsieur Thierry PERRIGAUD* (Suppl)

**3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17 : 4 membres titulaires (4 suppléants)**

**Monsieur Michel HAECK** (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Gironde  
*Désignation en cours (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Gironde*

**Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE** (Tit) - représentant de la conférence de territoire des Landes  
*Monsieur Michel MOYRAND (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Dordogne*

**Monsieur Jean Marc FAUCHEUX** (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Lot-et-Garonne  
*Madame Sylvie LAMONTAGNE (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Dordogne*

**Docteur Anne COUSTETS** (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Navarre Côte Basque  
*Monsieur Christophe GAUTIER (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Béarn Soule*

**4° Collège des représentants des partenaires sociaux : 10 membres titulaires (10 suppléants)**

**a) 5 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives :**

**Monsieur Guy RAMBAUD** (Tit) – CFDT  
*Madame Béatrice GUILLET (Suppl) – CFDT*

**Monsieur Jean-Philippe BOYE** (Tit) – Force ouvrière  
*Monsieur Marc FREIBURGER (Suppl)- Force ouvrière*

**Monsieur Joël GUERIN** (Tit) – CFTC  
*Monsieur Patrice BEUNARD (Suppl) - CFTC*

**Madame Hélène MICHAULT** (Tit) - CGT  
*Madame Véronique KELNER (Suppl) – CGT*

**Madame Nicole CHAUX** (Tit) – CFE CGC  
*Monsieur Alain PETIT (Suppl) – CFE CGC*

**b) 3 représentants des organisations syndicales professionnelles d'employeurs représentatives**

**Madame Valérie PARIS** – MEDEF  
*Monsieur Yves NOEL – MEDEF*

**Monsieur Patrick DAUGUET** – CGPME  
*Monsieur Renaud FABRE - CGPME*

**Monsieur Max MICHELI** (Tit) - UPA  
*Monsieur Benoît TABASTE (Suppl) - UPA*



- c) 1 représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales

Titulaire et suppléant - désignation en cours

- d) 1 représentant des organisations syndicales représentatives des exploitations agricoles

**Monsieur Daniel SAINT MARC** (Tit) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

*Monsieur Pierre LASCASSIES (suppl) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles*

**5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociale : 6 membres titulaires (6 suppléants)**

- a) 2 représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité

**Professeur Patrick HENRY** (Tit) - Médecins du monde

*Monsieur Arnaud WIEHN (Suppl) - Médecins du monde*

**Madame Marie Christine FODRAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles En Difficulté (SAFED)

*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE – ASPP*

- b) 2 représentants de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT) au titre de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles mentionnée à l'article R221-9 du code de la sécurité sociale

**Monsieur Jacques FEUILLERAT** (Tit)

*Monsieur Ramuntcho PEREZ (Suppl)*

**Madame Maria DOUMEINGTS** (Tit)

*Monsieur Pierrick CHAUSSEE (Suppl)*

- c) 1 représentant des Caisses d'Allocations Familiales

**Monsieur Jean-Jacques RONZIE** (Tit) - CAF de la Gironde

*Madame Michèle BRAGA (Suppl) – CAF des Landes*

- d) 1 représentant de la mutualité française

**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) – Mutualité Française

*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

**6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé : 10 membres (10 suppléants)**

- a) 2 représentants des services de santé scolaire et universitaire

**Docteur Colette DELMAS** (Tit) – Rectorat

*Docteur Cristina BUSTOS (Suppl) – Inspection académique 33*

**Docteur Martine LAFAYE** (Tit) – Inspection académique 24  
*Docteur Colette MOULINES (Suppl) – Inspection académique 64*

**b) 2 représentants des services de santé au travail**

**Monsieur Laurent MINARO** (Tit) – AHI 33  
*Monsieur Florent VAUBOURDOLLE (Suppl) – AHI 33*

**Madame Annick IGNARD** (Tit) - ASSTRA  
*Madame Catherine GIMENEZ (Suppl) - ASSTRA*

**c) 2 représentants des services départementaux de protection et de promotion de la santé maternelle et infantile**

**Docteur Françoise NORMANDIN** (Tit) - Direction Actions de Santé  
*Docteur Françoise OUSTALOUP (Suppl) – PMI Petite enfance*

**Docteur Corinne MAYER** (Tit) – Direction Actions de Santé  
*Docteur Isabelle BERTRAND-SALLES (Suppl) – PMI Mode d'accueil*

**d) 2 représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, la prévention ou l'éducation pour la santé, dont un œuvrant dans le domaine médico-social ou de la cohésion sociale**

**Monsieur Thierry DIMBOUR** (Tit) – CREAHI  
*Professeur François DABIS (Suppl) - CRAES CRIPS*

**Monsieur Jean-Louis REYNAL** (Tit) - CHRS 24  
*Monsieur Vincent PATISSOU (Suppl) – ANPAA 24*

**e) 1 représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé, de l'enseignement et de la recherche**

**Docteur André OCHOA** (Tit) – ORS Aquitaine  
*Docteur Sylvie MAURICE (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

**f) 1 représentant des associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L 141-1 du code de l'environnement**

**Madame Noëlle Caroline SOUDAN** (Tit) – Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO)  
*Monsieur Bernard FOURNIER (Suppl) - Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO)*

**7° Collège des offreurs des services de santé : 34 membres (34 suppléants)**

**a) 5 représentants des établissements publics de santé**

**Docteur Thierry DELLA** (Tit) – Président de la CME du CH des Pyrénées  
*Madame Marie-Noëlle BOUCHAUD (Suppl) – Directeur du CH Sud Gironde*

**Professeur Dominique DALLAY** (Tit) - Président de la CME du CHU de Bordeaux  
*Monsieur Florian JAZERON (Suppl) – Directeur du CH d’Agen*

**Docteur Yannick MONSEAU** (Tit) – Président de la CME du CH de Périgueux  
*Docteur Olivier LOUIS (Suppl) – Président de la CME du CH de Libourne*

**Monsieur Michel GLANES** (Tit) – Directeur du CHICB de Bayonne  
*Monsieur Christophe BOURIAT (Suppl) – Directeur du CH d’Orthez*

**Madame Chantal LACHENAYE-LLANAS** (Tit) – Directeur Général Adjoint du CHU de Bordeaux  
*Madame Virginie VALENTIN (Suppl) – Secrétaire générale du CHU de Bordeaux*

**b) 2 représentants des établissements privés de santé à but lucratif**

**Docteur Olivier JOURDAIN** (Tit) – Président de la Conférence Régionale des CME de l’Hospitalisation privée d’Aquitaine  
*Docteur Jean-François VERGIER (Suppl) – Président de la CME de la Clinique Tivoli*

**Monsieur Gérard ANGOTTI** (Tit) – Président de la FHP d’Aquitaine  
*Madame Marie-France GAUCHER (Suppl) – Directrice Générale de la Polyclinique de Navarre*

**c) 2 représentants des établissements privés de santé à but non lucratif**

**Monsieur Jean-Nicolas FICHET** (Tit) - Secrétaire Général Fondation John BOST  
*Madame Joëlle DARETHS (Suppl), Directrice de l’Institut Hélios-Marin*

**Docteur Sylvie BOUVERET** (Tit) - Présidente de la CME de l’Institut Hélios-Marin  
*Docteur Jean-Louis BERGERON (Suppl) - Président de la CME de la Clinique mutualiste de Pessac*

**d) 1 représentant des établissements assurant des activités de soins à domicile**

**Madame Marie-Antoinette MICHEL** (Tit) – Directeur HAD 47  
*Monsieur Yannick GARCIA (Suppl) – Directeur HAD Santé service Dax*

**e) 4 représentants des personnes morales gestionnaires d’institutions accueillant des personnes handicapées**

**Monsieur Luis DANEY** (Tit) - URIOPSS  
*Monsieur Michel LIBRES (Suppl) – FEHAP*

**Madame Régine BENTEJAC** (Tit) – FEHAP  
*Madame Sylvie FAUGERAS (Suppl) - URIOPSS*

**Monsieur Alain FAURE** (Tit) – URAPEI  
*Monsieur Alain JOUCLARD (Suppl) – URAPEI*

**Monsieur Joël ARNAUD** (Tit) - GEPSO  
*Monsieur Gérard MICHELITZ (suppl) - GEPSO*

**f) 4 représentants des personnes morales gestionnaires d’institutions accueillant des personnes âgées**

**Monsieur Rodolphe KARAM** (Tit) – URIOPSS  
*Monsieur Michel PINAUD (Suppl) – FEHAP*

**Monsieur Pascal PUGET** (Tit) – FHF  
*Monsieur Alain GARBAY (Suppl) – FHF*

**Monsieur Max DUBOIS** (Tit) - SYNERPA  
*Monsieur Thomas VIVEZ (Suppl) – SYNERPA*

**Monsieur Pierre Jean GARGUIL** (Tit) – UNCCAS  
*Monsieur Jacques VIDAL (Suppl) – UNA*

**g) 1 représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficultés sociales**

**Madame Catherine ABELOOS** (Tit) – Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS)  
*Madame Véronique GARGUIL (Suppl) - Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addictologie (ANITeA)*

**h) 1 représentant des centres de santé, maisons de santé et pôles de santé**

**Monsieur Denis PASSERIEUX** (Tit) – Maison de santé du Pays d'Albret  
*Madame Cécile DORTHE DE THESUT (Suppl) - Centre des jeunes et de la santé*

**i) 1 représentant des réseaux de santé**

**Madame Sylvie DIZABO** (Tit) – Présidente du réseau Palliador  
*Docteur Laurence JOLLY PEDESPAN (Suppl) – Coordinatrice réseau périnatalité aquitaine*

**j) 1 représentant des associations de permanence des soins intervenant dans le dispositif de permanence des soins**

**Docteur Nicolas BRUGERE** (Tit) – Président de l'ASSUM 33  
*Docteur Emile PARQUIER (Suppl) – Président de l'ASSUM 24*

**k) 1 médecin responsable d'un service d'aide médicale urgente ou d'une structure d'aide médicale d'urgence et de réanimation**

**Docteur Michel THICOIPE** (Tit) - SAMU CHU de Bordeaux  
*Docteur Tarak MOKNI (Suppl) - SAMU 64 Centre Hospitalier Côte Basque*

**l) 1 représentant des transporteurs sanitaires**

**Monsieur Jean Martin ETCHEVERRY** (Tit) – Pays basque Ambulances 64  
*Monsieur Sébastien PINAUD (Suppl) – SARL Ambulances réunies 24*

**m) 1 représentant des Services Départementaux d'Incendie et de Secours**

**Colonel Jean-Paul DECELLIERES** (Tit) – Directeur départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde



*Colonel Dominique MATHIEU (Suppl) – Directeur Adjoint départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde*

**n) 1 représentant des organisations syndicales représentatives de médecins des établissements publics de santé**

**Docteur Patrick NIVET** (Tit) - CH Libourne

*Docteur Richard TORRIELLI (Suppl) - CHU Bordeaux*

**o) Six membres des unions régionales des professionnels de santé (URPS)**

Jusqu'à la création des unions régionales des professionnels de santé, les représentants mentionnés au o du 7° sont désignés par le directeur général de l'ARS sur proposition en ce qui concerne les médecins, de l'union régionale des médecins exerçant à titre libéral et, en ce qui concerne les représentants des autres professionnels de santé, des organisations syndicales reconnues comme représentatives de ces professions au niveau régional ou à défaut au niveau national.

➤ pour les médecins

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) - URPS

*Monsieur le Docteur Philippe ARRAGON-TUCOO (Suppl) – URPS*

➤ pour les pharmaciens

**Monsieur François MARTIAL** (Tit) - Fédération des syndicats pharmaceutiques de France

*Monsieur PROVOST (Suppl) – Union nationale des pharmaciens de France*

➤ pour les chirurgiens dentistes

**Monsieur Guy CERF** (Tit) – Confédération Nationale des Syndicats Dentaires (CNSD)

*Docteur Philippe DENOYELLE (Suppl) - Union des Jeunes Chirurgiens Dentistes (UJCD)*

➤ pour les masseurs kinésithérapeutes

**Monsieur Patrick LAMAT** (Tit) – Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs (FFMKR)

*Monsieur Jean Louis RABEJAC (Suppl) – Syndicats de Masseurs Kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR)*

➤ pour les sages-femmes

**Madame Marie Claire TREVISIOL** (Tit) - Union Nationale et Syndicale des sages femmes (UNSSF)

*Suppléant – désignation en cours*

➤ pour les infirmiers  
Désignations en cours

**p) 1 représentant de l'ordre des médecins**

**Docteur Frédéric LAURENTJOYE** (Tit) - Conseil Régional de l'Ordre des Médecins

*Docteur Bruno HAMMEL (Suppl) – Conseil Régional de l'Ordre des Médecins*

**q) 1 représentant des internes en médecine de la ou des subdivisions situées sur le territoire de la région**

**Docteur Philippe SARRABAY** (Tit) – AIHB (Association des Internes des Hôpitaux de Bordeaux)

*Docteur Marco ROMERO (Suppl) – SIMGA (Syndicat des Internes en Médecine Générale d'Aquitaine)*

**8° Collège des personnalités qualifiées : 2 membres titulaires**

**Professeur Jean François DARTIGUES**

**Monsieur Bertrand GARROS**

**Article 2 :** Participent, avec voix consultative, aux travaux de la conférence et au sein des formations :

- le Préfet de région,
- le président du conseil économique et social régional,
- les chefs de service de l'Etat en région,
- le Directeur général de l'agence régionale de santé,
- Monsieur Alban LACAZE, représentant les conseils des organismes locaux d'assurance maladie relevant du régime général,
- Monsieur Bertrand BOUTEILLER, président de l'ARAMSA,
- le président de la caisse de base du régime social des indépendants.

**Article 3 :** Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 4 :** Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 5 :** La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 8 juin 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



**Nicole KLEIN**

**Arrêté du 8 juin 2012 modifiant l'arrêté du  
17 avril 2012 fixant la composition de la  
commission spécialisée de l'organisation  
des soins de la Conférence Régionale de la  
Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée de l'organisation des soins modifié ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Solange MENIVAL** (Tit) - Conseil régional  
*Madame Emmanuelle AJON (Suppl) – Conseil régional*

**Le président du Conseil Général de la Dordogne ou son représentant : Monsieur LOTTERIE** (Titulaire)  
*Suppléant – Désignation en cours*

**Monsieur Jean GRENET** (Tit) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz  
*Madame Sylvie DURRUTY (Suppl) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz*

La désignation du représentant des communes sera faite après la désignation des représentants par l'assemblée des maires de France.

## **2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

**Monsieur Michel MALET** (Tit) – UNAFAM

*Monsieur Paul-André FRANK* (Suppl) – Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)

**Monsieur Jean-Claude ARNAL** (Tit) - Ligue contre le cancer

*Monsieur Lucien ROUGIER* (Suppl) – Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud Ouest (AMATHSO)

**Madame Renée Marie France GLISIA** (Tit) – association de retraités et personnes âgées

*Monsieur Claude MAGRO* (Tit) – association de retraités et personnes âgées

**Monsieur Jacques DELPRAT** (Tit) – association des personnes handicapées

*Monsieur Jacques SAURY* – association des personnes handicapées

## **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE** (Tit) – représentant la conférence de territoire des Landes

*Monsieur Michel MOYRAND* (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Dordogne

## **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Madame Nicole CHAUX** (Tit) - CFE-CGC

*Monsieur Alain PETIT* (Suppl) – CFE CGC

**Madame Hélène MICHAULT** (Tit) – CGT

*Madame Véronique KELNER* (Suppl) – CGT

**Monsieur Joël GUERIN** (Tit) – CFTC

*Monsieur Patrice BEUNARD* (Suppl) – CFTC

**Monsieur Patrick DAUGUET** (Tit) – CGPME

*Monsieur Renaud FABRE* (Suppl) – CGPME

**Monsieur Daniel SAINT-MARC** (Tit) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

*Monsieur Pierre LASCASSIES* (Suppl) – organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

La désignation du représentant des artisans, des commerçants et des professions libérales sera faite après la désignation conjointe des représentants à la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, à la Chambre régionale de commerce et d'industrie et à une organisation représentative des professions libérales.

## **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**Madame Maria DOUMEINGTS** (Tit) – CARSAT

*Monsieur Pierrick CHAUSSEE* (Suppl)- CARSAT



**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) - Mutualité française  
*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

#### **6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

**Monsieur Thierry DIMBOUR** (Tit) – CREAHI  
*Professeur François DABIS (Suppl) - CRAES CRIPS*

**Monsieur André OCHOA** (Tit) – ORS Aquitaine  
*Docteur Sylvie MAURICE-TISON (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

#### **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Docteur Thierry DELLA** (Tit) – Président de la CME du CH de Pyrénées de Pau  
*Madame Marie-Noëlle BOUCHAUD (Suppl) – Directeur du CH Sud Gironde*

**Professeur Dominique DALLAY** (Tit) - Président de la CME du CHU de Bordeaux  
*Monsieur Florian JAZERON (Suppl) – Directeur du CH d'Agen*

**Docteur Yannick MONSEAU** (Tit) - Président de la CME du CH de Périgueux  
*Docteur Olivier LOUIS (Suppl) – Président de la CME du CH de Libourne*

**Monsieur Michel GLANES** (Tit) - Directeur du CHCB de Bayonne  
*Monsieur Christian BOURIAT (Suppl) – Directeur du CH d'Orthez*

**Madame LACHENAYE-LLANAS** (Tit) - Directeur Général Adjoint du CHU de Bordeaux  
*Madame Virginie VALENTIN (Suppl) – Secrétaire générale du CHU de Bordeaux*

**Docteur Olivier JOURDAIN** (Tit) - Conférence Régionale des CME de l'Hospitalisation privée d'Aquitaine  
*Docteur Jean-François VERGIER (Suppl) – Président de la CME de la Clinique Tivoli*

**Monsieur Gérard ANGOTTI** (Tit) - Président de la FHP d'Aquitaine  
*Madame Marie-France GAUCHER (Suppl) – Directrice Générale de la Polyclinique de Navarre*

**Monsieur Jean-Nicolas FICHET** (Tit) - Fondation John BOST  
*Madame Joëlle DARETHS (Suppl), Directrice de l'Institut Hélio-Marin*

**Docteur Sylvie BOUVERET** (Tit) - CME de l'Institut Hélio-Marin  
*Docteur Jean-Louis BERGERON (Suppl) - Président de la CME de la Clinique mutualiste de Pessac*

**Madame Marie-Antoinette MICHEL** (Tit) - HAD 47  
*Monsieur Yannick GARCIA (Suppl) – Directeur HAD Santé service Dax*

**Monsieur Denis PASSERIEUX** (Tit) - Maison de santé du Pays d'Albret  
*Madame Cécile DORTHE DE THESUT (Suppl) - Centre des jeunes et de la santé*

**Madame Sylvie DIZABO** (Tit) - Réseau Palliador  
*Docteur Laurence JOLLY PEDESPAN (Suppl) – Coordinatrice réseau périnatalité aquitaine*

**Docteur Nicolas BRUGERE** (Tit) – Président de l'ASSUM 33  
*Docteur Emile PARQUIER (Suppl) – Président de l'ASSUM 24*

**Docteur Michel THICOIPE** (Tit) - SAMU CHU de Bordeaux  
*Docteur Tarak MOKNI (Suppl) - SAMU 64 Centre Hospitalier Côte Basque*

**Monsieur Jean Martin ETCHEVERRY** (Tit) - Pays basque Ambulances 64  
*Monsieur Sébastien PINAUD (Suppl) – SARL Ambulances réunies 24*

**Docteur Patrick NIVET** (Tit) - CH Libourne  
*Docteur Richard TORRIELLI (Suppl) - CHU Bordeaux*

**Colonel Jean-Paul DECELLIERES** (Tit) – Directeur départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde  
*Colonel Dominique MATHIEU (Suppl) – Directeur Adjoint départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde*

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) - URPS  
*Monsieur le Docteur Philippe ARRAMON-TUCOO (Suppl) – URPS*

**Monsieur François MARTIAL** (Tit) - Fédération des syndicats pharmaceutiques de France  
*Monsieur PROVOST (Suppl) – Union nationale des pharmaciens de France*

**Monsieur Patrick LAMAT** (Tit) - Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs (FFMKR)  
*Monsieur Jean-Louis RABEJAC (Suppl) - Syndicats de Masseurs Kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR)*

**Madame Marie-Claire TREVISIOL** (Tit) - Union Nationale et syndicale des sages-femmes (UNSSF)  
*Suppléant – désignation en cours*

**Docteur Frédéric LAURENTJOYE** (Tit) - Conseil Régional de l'Ordre des Médecins  
*Docteur Bruno HAMMEL (Suppl) – Conseil Régional de l'Ordre des Médecins*

**Docteur Philippe SARRABAY** (Tit) - Association des Internes des Hôpitaux de Bordeaux  
*Docteur Marco ROMERO (Suppl) – SIMGA (Syndicat des Internes en Médecine Générale d'Aquitaine)*

**Article 2** : Monsieur Michel GLANES est élu président de la commission spécialisée de l'organisation des soins. A ce titre, il est membre de droit de la commission permanente.

**Article 3** : Docteur Olivier JOURDAIN est élu vice-président de la commission spécialisée de l'organisation des soins.

**Article 4** : siègent également deux représentants issus de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux désignés lors de la première réunion de la commission :

- **Monsieur Jean-François BOYE**
- **Monsieur Rodolphe KARAM**

**Article 5** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 6** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 7** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 8 juin 2012

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



**Nicole KLEIN**

---

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA CONSULTATION EXTRANET DES DOSSIERS RSA PAR  
LES CONSEILS GÉNÉRAUX**

---

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE  
DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

- VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée en dernier lieu par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel,
- VU la loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active,
- VU le décret 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,
- VU le décret n°2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du revenu de solidarité active et portant diverses dispositions de coordination,
- VU l'avis n° 2009-327 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 04 juin 2009,
- VU l'avis réputé favorable de la Commission nationale de l'informatique et des libertés n° 1142316 relatif aux services sécurisés Extranet MSA,
- VU la décision du Correspondant Informatique et Libertés n° 12-09 en date du 13 avril 2012,

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole (MSA) un traitement automatisé de données à caractère personnel dont la finalité est de mettre à disposition un nouveau téléservice de consultation aux conseils généraux, afin qu'ils puissent mener à bien leur mission d'encadrement et de suivi d'insertion des bénéficiaires du rSa.

**ARTICLE 2** - Les informations concernées par ce traitement sont les suivantes :

- les données d'identification
- le NIR
- les caractéristiques du logement,
- la situation familiale,
- la vie professionnelle,
- la situation économique et financière.

**ARTICLE 3** - Les destinataires de ces données sont les Conseils généraux, dont dépend le bénéficiaire.



**ARTICLE 4** - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole dont elle relève.

**ARTICLE 5** - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Bagnole, le 13 avril 2012

**Le Correspondant à la protection  
des données à caractère personnel  
Agnès CADIOU**

**Le Directeur Général de la Caisse Centrale de  
la Mutualité Sociale Agricole  
Michel BRAULT**

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA Gironde est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Fait à Bordeaux, le 30 mai 2012

**Le Directeur de la MSA Gironde**

**Madeleine TALAVERA**

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service Agriculture, Forêt  
et Développement Rural

Arrêté du 29 Mai 2012

---

**ARRÊTÉ PREFECTORAL ACCORDANT UNE  
SUBVENTION AU SERVICE ELEVAGE DE LA CHAMBRE  
REGIONALE D'AGRICULTURE D'AQUITAINE  
POUR L'IDENTIFICATION DES ANIMAUX  
(ACOMPTE ET SOLDE)**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU l'arrêté du 10 avril 2007 relatif aux établissements de l'élevage,

VU le décret du 30 décembre 2008 portant agrément des établissements de l'élevage,

VU la lettre du 19 mars 2012 du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire relative à la délégation de crédits relatifs à l'identification des animaux pour l'année 2012,

VU l'arrêté préfectoral du 2 mai 2011 portant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde et la décision de subdélégation du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du 1<sup>er</sup> janvier 2012,

**SUR PROPOSITION** du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** – Une subvention d'un montant de 79 155 € est accordée par le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire sur le programme 206, article de regroupement 02, sous-action 26, au service élevage de la Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine pour les actions menées sur l'identification des animaux.

Cette subvention sera versée à la Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine, pour le compte du service élevage :

N° du compte à créditer : CREDIT AGRICOLE D'AQUITAINE – 13306 00157 00204188110 91

par la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt d'Aquitaine.

**ARTICLE 2** – Au cas où tout ou partie de la subvention versée n'aurait pas été utilisée ou dans le cas d'une utilisation à d'autres fins que celles prévues par la décision, l'Etat exigera le reversement des sommes indûment perçues.

**ARTICLE 3** - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le Directeur Régional de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt d'Aquitaine et le Trésorier Payeur Général de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde

Fait à Bordeaux, le 29 Mai 2012

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Pour la Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer, et par délégation,  
La Chef du Service Agriculture,  
Forêt et Développement Rural,

Nathalie FABRE



## PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Arrêté du 7 Juin 2012

Service Agriculture, Forêt et  
Développement Rural

---

**ARRÊTÉ PREFECTORAL RELATIF AUX  
ENGAGEMENTS DE LA PRIME HERBAGÈRE  
AGROENVIRONNEMENTALE 2 en 2012**

---

**LE PREFET DE LA REGION  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune ;

**VU** le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), notamment son article 39 ;

**VU** le règlement (UE) n° 65/2011 de la commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;

**VU** le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

**VU** le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 ;

**VU** le code rural ;

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.414-1 à L.414-3, les articles L.213-10 et suivants et l'article L.212-1, L.212-2 et L.212-2-1 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;

**VU** le Programme de Développement Rural Hexagonal ;

**VU** le décret n° 2007-1342 du 12 septembre 2007 relatif aux engagements agroenvironnementaux et modifiant le code rural ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2007 modifié relatif aux engagements agroenvironnementaux ,

**SUR PROPOSITION** du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

### **A R R Ê T É**

**ARTICLE PREMIER** - En application de l'article 36 a) iv) du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, des engagements agroenvironnementaux tels que définis par le décret n° 2007.1342 susvisé peuvent porter sur les actions de gestion extensive des prairies figurant dans le Programme de Développement Rural Hexagonal et qui sont reprises dans l'annexe au présent arrêté, dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Ce dispositif est dénommé « prime herbagère agroenvironnementale 2 » (PHAE2).

**ARTICLE 2** - Sont éligibles à la PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

→ appartenir à l'une des catégories suivantes :

- personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de soixante ans au 1er janvier de l'année de la demande ;
- les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant répondent aux conditions relatives aux personnes physiques ;
- les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural ;
- les personnes morales qui mettent des terres à disposition d'exploitants de manière indivise. Elles sont dites « entités collectives ».

→ - être à jour auprès de l'agence de l'eau, au 15 mai de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.

→ - avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputés recevables.

→ - appartenir à la catégorie suivante :

- les jeunes agriculteurs récemment installés ayant bénéficié d'une aide à l'installation prévue à l'article D.343-3 du code rural et de la pêche maritime, que le plan de développement économique de leur exploitation intègre ou non la PHAE,

Par ailleurs, pour les demandeurs individuels, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

→ - le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 70 %.

→ - le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,6 et 1,4 UGB par hectare.

**ARTICLE 3** - Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 15 mai 2012 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à confirmer chaque année le respect des engagements dans son dossier de demande d'aide PAC et à fournir les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

A compter de 2014, interviendra un nouveau règlement de développement rural, il appartiendra au souscripteur de se conformer aux nouvelles règles susceptibles d'entrer en application pour continuer à percevoir les annuités restantes à compter de 2014. A défaut, il aura la possibilité de renoncer aux engagements souscrits sans remboursement ni pénalité.

**ARTICLE 4** - En contrepartie de son engagement en PHAE2, le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de : 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2, réservée aux couverts herbagers normalement productifs.



Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de la Gironde sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à un exploitant individuel dont le siège d'exploitation est situé dans le département de la Gironde au titre de la PHAE2 ne pourra dépasser 7.600 euros par an.. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2012 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

**ARTICLE 5** - Certaines surfaces ou linéaires présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de la Gironde.

Ces surfaces ou linéaires, dont la liste figure dans la liste départementale PHAE2 annexée au présent arrêté, peuvent être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

**ARTICLE 6** - La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, le délégué régional de l'agence de service et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Gironde.

**Fait à Bordeaux, le 7 Juin 2012**

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

Annexe à l'arrêté :

→ notice spécifique PHAE2 – producteurs individuels



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la Police Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code des transports ;
- VU le code l'aviation civile et notamment ses articles P. 132-1 et D 132-10 ;
- VU le code des douanes et notamment ses articles 78, 79 et 119 ;
- VU l'arrêté du 20 février 1986 fixant les conditions dans lesquelles les aérostats non dirigeables peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aéroport ;
- VU l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en Aviation Générale ;
- VU l'arrêté interministériel du 20 avril 1998 portant ouverture des aéroports au trafic aérien international modifié par l'arrêté du 18 avril 2002 ;
- VU l'instruction TAC de septembre 2000 et notamment le chapitre 13 ;
- VU la demande en date du 8 mars 2012 présentée par M. François PONT, domicilié lieu dit « Bellevue », commune de MERIGNAS en vue d'obtenir l'autorisation de création d'une plate-forme d'envol pour montgolfière au lieu dit « Briver » commune de Camarsac.
- VU l'avis de Monsieur le maire de Camarsac ;
- VU l'avis de Madame la directrice de la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest ;
- VU l'avis de Monsieur le commissaire divisionnaire, directeur zonal sud-ouest de la police de l'air aux frontières, brigade de police aéronautique de Bordeaux ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur régional des douanes et droits indirects de Bordeaux ;
- VU l'avis de Monsieur le commandant de la zone aérienne de défense sud ;
- VU l'avis du Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Gironde.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur François PONT est autorisé à créer une plate-forme destinée à être utilisée de façon permanente par les aérostats non dirigeables et y accueillir une activité rémunérée, sur la parcelle section B cadastrée n° 993 et 14 appartenant à M. FABRA BIOSCA Diego, lieu-dit « Briver » commune de CAMARSAC (33750). Cette autorisation est valable pour **deux ans** à compter de la date du présent arrêté ; elle sera renouvelée par tacite reconduction si son utilisation s'est effectuée dans les conditions réglementaires ci-après.

## **ARTICLE 2 : Conditions générales d'utilisation**

### **Usage de la plate-forme d'envol**

Cette plate-forme peut être utilisée conformément à la demande formulée par le titulaire de l'autorisation en respect de la réglementation relative aux plates-formes utilisées à des fins d'envol de montgolfières.

L'utilisation de la plate-forme est réservée à l'usage du titulaire de l'autorisation ainsi qu'aux personnes autorisées par ce dernier par voie de convention ou tout autre moyen approprié.

Respect de l'arrêté du 20 Avril 1998 portant ouverture des aérodromes au trafic international modifié par l'arrêté du 18 Avril 2002.

### **Exploitation de la plate-forme d'envol**

Cette plate-forme d'envol ne pourra être utilisée de façon permanente que de jour, dans les conditions fixées par la réglementation de la circulation aérienne et dans le cadre de la réglementation propre aux montgolfières qu'elle accueillera, en application des dispositions de l'arrêté du 20 février 1986.

## **ARTICLE 3 : Conditions particulières d'utilisation**

### **a) Caractéristiques physiques**

- L'aire d'envol est constituée d'un cercle de 25 m de rayon.
- Cette aire respecte une surface de dégagement par une pente uniforme de 60 % jusqu'à 75 m de hauteur dans toutes les directions.
- La déclivité du sol est inférieure à 10 %.
- coordonnées géographiques du centre du cercle :  
Lat. : 44° 49'45.64''N  
Long : 000° 23'46.10'' W  
Altitude : 41 mètres

### **b) Aides visuelles**

- un moyen permettant de déterminer la force et la direction du vent (manche à air) sera installé sur le site et ne devra pas constituer un obstacle.
- la plate-forme d'envol pourra ne pas être balisée.

## **ARTICLE 4 : Responsabilités du titulaire de l'autorisation**

- Le titulaire de l'autorisation et toute personne autorisée par lui à utiliser la plate-forme d'envol sont seuls juges pour apprécier les qualités aéronautiques du site et son aptitude à recevoir les montgolfières en toute sécurité pour eux-même et les tiers transportés ainsi que les personnes et biens au sol.
- Il incombe au titulaire de l'autorisation de porter à la connaissance des personnes autorisées, par tous les moyens appropriés, les consignes d'utilisation de la plate-forme d'envol et de veiller à leur respect.

- Les axes de départ et d'arrivées devront être entièrement dégagés et définis de telle sorte qu'ils n'entraînent aucun survol en dessous des hauteurs réglementaires d'habitations, voies de circulation ou rassemblements de toute nature.
- Les documents des pilotes et des aérostats seront conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.
- Des extincteurs seront disposés à proximité de l'aire de gonflement. Dans la perspective d'avitaillement, cette opération devra se conformer aux mesures de sécurité requises (distances minimales, apposition de panneaux d'interdiction de fumer aux abords de l'aire concernée notamment).
- Une attention particulière sera également portée quant à la présence à proximité du site d'arbres et d'une habitation isolée.
- Le titulaire de l'autorisation assure l'entretien de la plate-forme : le terrain concerné devra être dégagé des animaux pouvant s'y trouver (bovins, ovins, chevaux ...) ; la plate-forme devra être préalablement fauchée si nécessaire, ...
- Toute modification des caractéristiques techniques de la plate-forme est soumise à la Préfecture de la Gironde et à la direction de l'aviation civile sud-ouest.
- Le responsable de la plate-forme d'envol des montgolfières devra disposer en permanence de garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile.
- Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan VIGIPIRATE, toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la Réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activité suspects...)

#### **ARTICLE 5 : Condition de contrôle et de surveillance de l'Etat**

Les agents appartenant aux services de la direction de la sécurité l'aviation civile sud-ouest, ainsi qu'aux administrations d'Etat concernées ont libre accès à tout moment à la plate-forme d'envol et ses dépendances pour exercer leurs missions de contrôle.

Toutes facilités leur sont réservées pour l'accomplissement de leurs tâches.

La plate-forme devra être accessible aux véhicules des services d'incendie et de secours.

Tout incident ou accident devra être signalé à la DSAC-SO Tél : 06 60 53 69 64 Fax : 05 57 92 83 79 et à la DZPAF Sud-Ouest Tél : 05 56 47 60 81 Fax : 05 56 34 94 17.

#### **ARTICLE 6 : Conditions de suspension, de restriction et de retrait de l'autorisation de création**

La présente autorisation peut être suspendue, restreinte ou retirée par le représentant de l'Etat si :

- la plate-forme ne remplit plus les conditions techniques et juridiques qui ont permis d'accorder l'autorisation, pour des motifs d'ordre et sécurité publics,
- la plate-forme s'est révélée dangereuse pour la circulation aérienne,
- l'usage de la plate-forme engendre des nuisances graves qui portent atteinte à la tranquillité du voisinage.

Le titulaire de l'autorisation doit informer le représentant de l'Etat s'il ne désire plus utiliser la plate-forme d'envol, s'il n'a plus la libre disposition de l'emprise de la plate-forme ou s'il cesse toute activité.

## ARTICLE 7 :

- M. le Préfet de La Gironde,
- M. le maire de Camarsac,
- Mme la Directrice de la sécurité de l'Aviation civile du Sud-ouest,
- M. le commissaire divisionnaire, directeur zonal sud-ouest de la Police de l'Air et des Frontières,
- M. François PONT,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de La Gironde, dont une copie sera transmise pour information à :

- M. le Directeur interrégional des douanes,
- M. le Commandant de la zone aérienne de défense Sud,
- M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Gironde,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Bordeaux, le 1<sup>er</sup> Juin 2012

LE PREFET,

Pour le Préfet,

~~La Secrétaire Générale~~

Isabelle DILHAC





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la Police Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code des transports ;
- VU le code l'aviation civile et notamment ses articles R 132-1 et D 132-10 ;
- VU le code des douanes et notamment ses articles 78, 79 et 119 ;
- VU l'arrêté du 20 février 1986 fixant les conditions dans lesquelles les aérostats non dirigeables peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aéroport ;
- VU l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en Aviation Générale ;
- VU l'arrêté interministériel du 20 avril 1998 portant ouverture des aéroports au trafic aérien international modifié par l'arrêté du 18 avril 2002 ;
- VU l'instruction TAC de septembre 2000 et notamment le chapitre 13 ;
- VU la demande en date du 8 mars 2012 présentée par M. François PONT, domicilié lieu dit « Bellevue », commune de MERIGNAS en vue d'obtenir l'autorisation de création d'une plate-forme d'envol pour montgolfière au lieu dit « Clemenceau » commune de La Sauve Majeure ;
- VU l'avis de Monsieur le maire de La Sauve Majeure ;
- VU l'avis de Madame la directrice de la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest ;
- VU l'avis de Monsieur le commissaire divisionnaire, directeur zonal sud-ouest de la police de l'air aux frontières, brigade de police aéronautique de Bordeaux ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur régional des douanes et droits indirects de Bordeaux ;
- VU l'avis de Monsieur le commandant de la zone aérienne de défense sud ;
- VU l'avis du Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Gironde.

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur François PONT est autorisé à créer une plate-forme destinée à être utilisée de façon permanente par les aérostats non dirigeables et y accueillir une activité rémunérée, sur la parcelle section AC cadastrée n° 113 et 105 appartenant à M. Christiar JUILLET, lieu-dit « Clemenceau » commune de LA SAUVE MAJEURE(33670). Cette autorisation est valable pour **deux ans** à compter de la date du présent arrêté ; elle sera renouvelée par tacite reconduction si son utilisation s'est effectuée dans les conditions réglementaires ci-après.

## **ARTICLE 2 : Conditions générales d'utilisation**

### **Usage de la plate-forme d'envol**

Cette plate-forme peut être utilisée conformément à la demande formulée par le titulaire de l'autorisation en respect de la réglementation relative aux plates-formes utilisées à des fins d'envol de montgolfières.

L'utilisation de la plate-forme est réservée à l'usage du titulaire de l'autorisation ainsi qu'aux personnes autorisées par ce dernier par voie de convention ou tout autre moyen approprié.

Respect de l'arrêté du 20 Avril 1998 portant ouverture des aérodrômes au trafic international modifié par l'arrêté du 18 Avril 2002.

### **Exploitation de la plate-forme d'envol**

Cette plate-forme d'envol ne pourra être utilisée de façon permanente que de jour, dans les conditions fixées par la réglementation de la circulation aérienne et dans le cadre de la réglementation propre aux montgolfières qu'elle accueillera, en application des dispositions de l'arrêté du 20 février 1986.

## **ARTICLE 3 : Conditions particulières d'utilisation**

### **a) Caractéristiques physiques**

- L'aire d'envol est constituée d'un cercle de 25 m de rayon.
- Cette aire respecte une surface de dégagement par une pente uniforme de 60 % jusqu'à 75 m de hauteur dans toutes les directions.
- La déclivité du sol est inférieure à 10 %.
- coordonnées géographiques du centre du cercle :  
Lat. : 44° 46'41.50''N  
Long : 000° 17'27.10'' W  
Altitude : 71 mètres

### **b) Aides visuelles**

- un moyen permettant de déterminer la force et la direction du vent (manche à air) sera installé sur le site et ne devra pas constituer un obstacle.
- la plate-forme d'envol pourra ne pas être balisée.

## **ARTICLE 4 : Responsabilités du titulaire de l'autorisation**

- Le titulaire de l'autorisation et toute personne autorisée par lui à utiliser la plate-forme d'envol sont seuls juges pour apprécier les qualités aéronautiques du site et son aptitude à recevoir les montgolfières en toute sécurité pour eux-même et les tiers transportés ainsi que les personnes et biens au sol.
- Il incombe au titulaire de l'autorisation de porter à la connaissance des personnes autorisées, par tous les moyens appropriés, les consignes d'utilisation de la plate-forme d'envol et de veiller à leur respect.

- Les axes de départ et d'arrivées devront être entièrement dégagés et définis de telle sorte qu'ils n'entraînent aucun survol en dessous des hauteurs réglementaires d'habitations, voies de circulation ou rassemblements de toute nature.
- Les documents des pilotes et des aérostats seront conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.
- Des extincteurs seront disposés à proximité de l'aire de gonflement. Dans la perspective d'avitaillement, cette opération devra se conformer aux mesures de sécurité requises (distances minimales, apposition de panneaux d'interdiction de fumer aux abords de l'aire concernée notamment).
- Une attention particulière sera également portée quant à la présence à proximité du site d'arbres et d'une habitation isolée.
- Le titulaire de l'autorisation assure l'entretien de la plate-forme : le terrain concerné devra être dégagé des animaux pouvant s'y trouver (bovins, ovins, chevaux ...) ; la plate-forme devra être préalablement fauchée si nécessaire, ...
- Toute modification des caractéristiques techniques de la plate-forme est soumise à la Préfecture de la Gironde et à la direction de l'aviation civile sud-ouest.
- Le responsable de la plate-forme d'envol des montgolfières devra disposer en permanence de garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile.
- Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan VIGIPIRATE, toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la Réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activité suspects...)

#### **ARTICLE 5 : Condition de contrôle et de surveillance de l'Etat**

Les agents appartenant aux services de la direction de la sécurité l'aviation civile sud-ouest, ainsi qu'aux administrations d'Etat concernées ont libre accès à tout moment à la plate-forme d'envol et ses dépendances pour exercer leurs missions de contrôle.

Toutes facilités leur sont réservées pour l'accomplissement de leurs tâches.

La plate-forme devra être accessible aux véhicules des services d'incendie et de secours.

Tout incident ou accident devra être signalé à la DSAC-SO Tél : 06 60 53 69 64 Fax : 05 57 92 83 79 et à la DZPAF Sud-Ouest Tél : 05 56 47 60 81 Fax : 05 56 34 94 17.

#### **ARTICLE 6 : Conditions de suspension, de restriction et de retrait de l'autorisation de création**

La présente autorisation peut être suspendue, restreinte ou retirée par le représentant de l'Etat si :

- la plate-forme ne remplit plus les conditions techniques et juridiques qui ont permis d'accorder l'autorisation, pour des motifs d'ordre et sécurité publics,
- la plate-forme s'est révélée dangereuse pour la circulation aérienne,
- l'usage de la plate-forme engendre des nuisances graves qui portent atteinte à la tranquillité du voisinage.

Le titulaire de l'autorisation doit informer le représentant de l'Etat s'il ne désire plus utiliser la plate-forme d'envol, s'il n'a plus la libre disposition de l'emprise de la plate-forme ou s'il cesse toute activité.

## ARTICLE 7 :

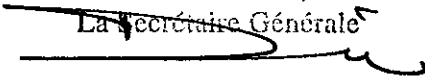
- M. le Préfet de La Gironde,
- M. le maire de La Sauve Majeun,
- Mme la Directrice de la sécurité de l'Aviation civile du Sud-ouest,
- M. le commissaire divisionnaire, directeur zonal sud-ouest de la Police de l'Air et des Frontières,
- M. François PONT,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de La Gironde, dont une copie sera transmise pour information à :

- M. le Directeur interrégional des douanes,
- M. le Commandant de la zone aérienne de défense Sud,
- M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Gironde,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Bordeaux, le 1<sup>er</sup> Juin 2012

LE PREFET,  
Pour le Préfet,

  
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

PREFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la Police Administrative  
et des Activités Réglementées

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code des transports ;
- VU le code l'aviation civile et notamment ses articles R 132-1 et D 132-10 ;
- VU le code des douanes et notamment ses articles 78, 79 et 119 ;
- VU l'arrêté du 20 février 1986 fixant les conditions dans lesquelles les aérostats non dirigeables peuvent atterrir et décoller ailleurs que sur un aéroport ;
- VU l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en Aviation Générale ;
- VU l'arrêté interministériel du 20 avril 1998 portant ouverture des aéroports au trafic aérien international modifié par l'arrêté du 18 avril 2002 ;
- VU l'instruction TAC de septembre 2000 et notamment le chapitre 13 ;
- VU la demande en date du 8 mars 2012 présentée par M. François PONT, domicilié lieu dit « Bellevue », commune de MERIGNAS en vue d'obtenir l'autorisation de création d'une plate-forme d'envol pour montgolfière au lieu dit « Le Petit Cos » commune de Salleboeuf ;
- VU l'avis de Monsieur le maire de Salleboeuf ;
- VU l'avis de Madame la directrice de la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest ;
- VU l'avis de Monsieur le commissaire divisionnaire, directeur zonal sud-ouest de la police de l'air aux frontières, brigade de police aéronautique de Bordeaux ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur régional des douanes et droits indirects de Bordeaux ;
- VU l'avis de Monsieur le commandant de la zone aérienne de défense sud ;
- VU l'avis du Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Gironde.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur François PONT est autorisé à créer une plate-forme destinée à être utilisée de façon permanente par les aérostats non dirigeables et y accueillir une activité rémunérée, sur la parcelle section ZH cadastrée. n° 286 appartenant à M. Didier RODRIGUEZ, lieu-dit « Le Petit Cos » commune de SALLEBOEUF (33370). Cette autorisation est valable pour **deux ans** à compter de la date du présent arrêté ; elle sera renouvelée par tacite reconduction si son utilisation s'est effectuée dans les conditions réglementaires ci-après.



## **ARTICLE 2 : Conditions générales d'utilisation**

### **Usage de la plate-forme d'envol**

Cette plate-forme peut être utilisée conformément à la demande formulée par le titulaire de l'autorisation en respect de la réglementation relative aux plates-formes utilisées à des fins d'envol de montgolfières.

L'utilisation de la plate-forme est réservée à l'usage du titulaire de l'autorisation ainsi qu'aux personnes autorisées par ce dernier par voie de convention ou tout autre moyen approprié.

Respect de l'arrêté du 20 Avril 1998 portant ouverture des aérodrômes au trafic international modifié par l'arrêté du 18 Avril 2002.

### **Exploitation de la plate-forme d'envol**

Cette plate-forme d'envol ne pourra être utilisée de façon permanente que de jour, dans les conditions fixées par la réglementation de la circulation aérienne et dans le cadre de la réglementation propre aux montgolfières qu'elle accueillera, en application des dispositions de l'arrêté du 20 février 1986.

## **ARTICLE 3 : Conditions particulières d'utilisation**

### **a) Caractéristiques physiques**

- L'aire d'envol est constituée d'un cercle de 25 m de rayon.
- Cette aire respecte une surface de dégagement par une pente uniforme de 60 % jusqu'à 75 m de hauteur dans toutes les directions.
- La déclivité du sol est inférieure à 10 %.
- coordonnées géographiques du centre du cercle :  
Lat. : 44° 49'57.29"N  
Long : 000° 23'41.89" W  
Altitude : 90 mètres

### **b) Aides visuelles**

- un moyen permettant de déterminer la force et la direction du vent (manche à air) sera installé sur le site et ne devra pas constituer un obstacle.
- la plate-forme d'envol pourra ne pas être balisée.

## **ARTICLE 4 : Responsabilités du titulaire de l'autorisation**

- Le titulaire de l'autorisation et toute personne autorisée par lui à utiliser la plate-forme d'envol sont seuls juges pour apprécier les qualités aéronautiques du site et son aptitude à recevoir les montgolfières en toute sécurité pour eux-même et les tiers transportés ainsi que les personnes et biens au sol.
- Il incombe au titulaire de l'autorisation de porter à la connaissance des personnes autorisées, par tous les moyens appropriés, les consignes d'utilisation de la plate-forme d'envol et de veiller à leur respect.

- Les axes de départ et d'arrivées devront être entièrement dégagés et définis de telle sorte qu'ils n'entraînent aucun survol en dessous des hauteurs réglementaires d'habitations, voies de circulation ou rassemblements de toute nature.
- Les documents des pilotes et des aérostats seront conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.
- Des extincteurs seront disposés à proximité de l'aire de gonflement. Dans la perspective d'avitaillement, cette opération devra se conformer aux mesures de sécurité requises (distances minimales, apposition de panneaux d'interdiction de fumer aux abords de l'aire concernée notamment).
- Une attention particulière sera également portée quant à la présence à proximité du site d'arbres et d'une habitation isolée ; l'espace boisé **classé** situé à proximité, ne devra faire l'objet d'aucun abattage d'arbres sans autorisation municipale.
- Le titulaire de l'autorisation assure l'entretien de la plate-forme : le terrain concerné devra être dégagé des animaux pouvant s'y trouver (bovins, ovins, chevaux ...) ; la plate-forme devra être préalablement fauchée si nécessaire, ...
- Toute modification des caractéristiques techniques de la plate-forme est soumise à la Préfecture de la Gironde et à la direction de l'aviation civile sud-ouest.
- Le responsable de la plate-forme d'envol des montgolfières devra disposer en permanence de garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile.
- Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan VIGIPIRATE, toutes les mesures appropriées devront être prises, en conformité avec la Réglementation en vigueur, aux fins d'assurer les conditions de sûreté et de sécurité nécessaires au bon déroulement des activités aéronautiques envisagées (renseignements, vérifications, contrôles, signalement de tout comportement ou activité suspects...)

#### **ARTICLE 5 : Condition de contrôle et de surveillance de l'Etat**

Les agents appartenant aux services de la direction de la sécurité l'aviation civile sud-ouest, ainsi qu'aux administrations d'Etat concernées ont libre accès à tout moment à la plate-forme d'envol et ses dépendances pour exercer leurs missions de contrôle.

Toutes facilités leur sont réservées pour l'accomplissement de leurs tâches.

La plate-forme devra être accessible aux véhicules des services d'incendie et de secours.

Tout incident ou accident devra être signalé à la DSAC-SO Tél : 06 60 53 69 64 Fax : 05 57 92 83 79 et à la DZPAF Sud-Ouest Tél : 05 56 47 60 81 Fax : 05 56 34 94 17.

#### **ARTICLE 6 : Conditions de suspension, de restriction et de retrait de l'autorisation de création**

La présente autorisation peut être suspendue, restreinte ou retirée par le représentant de l'Etat si :

- la plate-forme ne remplit plus les conditions techniques et juridiques qui ont permis d'accorder l'autorisation, pour des motifs d'ordre et sécurité publics,
- la plate-forme s'est révélée dangereuse pour la circulation aérienne,
- l'usage de la plate-forme engendre des nuisances graves qui portent atteinte à la tranquillité du voisinage.

Le titulaire de l'autorisation doit informer le représentant de l'Etat s'il ne désire plus utiliser la plate-forme d'envol, s'il n'a plus la libre disposition de l'emprise de la plate-forme ou s'il cesse toute activité.

## **ARTICLE 7 :**

- M. le Préfet de La Gironde,
- M. le maire de Salleboeuf,
- Mme la Directrice de la sécurité de l'Aviation civile du Sud-ouest,
- M. le commissaire divisionnaire, directeur zonal sud-ouest de la Police de l'Air et des Frontières,
- M. François PONT,

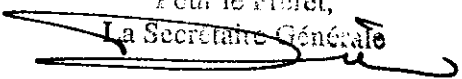
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de La Gironde, dont une copie sera transmise pour information à :

- M. le Directeur interrégional des douanes,
- M. le Commandant de la zone aérienne de défense Sud,
- M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Gironde,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Bordeaux, le 1<sup>er</sup> Juin 2012

LE PREFET,

Pour le Préfet,

  
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC



## PREFET DE LA GIRONDE

**Direction départementale  
des Territoires et de la Mer  
de la Gironde**

*Service Eau et Nature  
Unité Nature  
Cellule Chasse et Pêche*

ARRETE DU : **23 AVR. 2012**

---

**Arrêté portant désignation des membres  
de la formation spécialisée « Nuisibles »  
de la Commission départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage  
de la Gironde**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles R421-29 à R421-32 définissant les attributions et la composition de la Commission départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage ;

**Vu** le décret n°2012-402 du 23 mars 2012 relatif aux espèces d'animaux classés nuisibles ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 mai 2010 portant désignation des membres de la Commission départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage ;

**Vu** l'avis de la Commission départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage du 20 avril 2012 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1er janvier 2012 donnant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde en matière d'environnement ;

**Vu** l'avis favorable du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

### ARRÊTE

**Article 1er** : les membres délibératifs de la formation spécialisée « nuisibles » de la Commission départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Gironde, présidée par le Préfet ou son représentant sont désignés ainsi :

- le Président de l'Association départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde (ADPAG) ou son représentant ;
- le Président de la Fédération départementale des Chasseurs de la Gironde ou son représentant ;
- le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant ;
- le Président de la Fédération départementale des Sociétés pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant ;
- au titre des personnalités qualifiées en matière scientifique et technique dans le domaine de la chasse et de la faune sauvage :
  - M. François DECAZES : Syndicat des Vétérinaires de la Gironde
  - M. Pascal CHAMBOLLE : Université de Bordeaux I

**Article 2 :** sont désignés membres de la formation spécialisée « nuisibles » à titre consultatif :

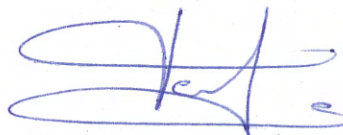
- le Chef du Service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage ou son représentant ;
- le Président de l'Association des Lieutenants de Louveterie ou son représentant.

**Article 3 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Bordeaux, dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 4 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Bordeaux, le 23 avril 2012**

**Pour le Préfet ,**  
Le Directeur départemental adjoint  
des Territoires et de la Mer

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized loops and a vertical stroke, representing Jean-Luc IEMMOLO.

**Jean-Luc IEMMOLO**



PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**ARRÊTÉ DU 29.05.2012**

---

***SYNDICAT MIXTE INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE  
VALORISATION DES DÉCHETS MENAGERS DU LIBOURNAIS-HAUTE  
GIRONDE (SMICVAL)  
- MODIFICATION DES MEMBRES -***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

ET

LE PREFET DE DORDOGNE  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.5211-41-3,

**VU** les arrêtés antérieurs :

24 décembre 2004 - Création -  
16 août 2005 - Modification des membres -  
27 octobre 2005 - Modification des membres -  
11 décembre 2008 - Modification des membres et des statuts -  
08 avril 2009 - Modification des membres -  
29 juin 2009 - Modification des statuts -  
01 juin 2010 - Modification des membres -  
12 mai 2011 - Modification des Membres -  
28 décembre 2011 - Modification des Membres -

**VU** l'arrêté du Préfet de la Dordogne en date du 22 novembre 2011 portant extension de périmètre de la communauté de communes du Pays de Saint-Aulaye à la commune de LA ROCHE-CHALAIS,

**VU** les délibérations du comité syndical en date du 07 mars 2012 prenant acte de la substitution de la communauté de communes du Pays de Saint-Aulaye à la commune de LA ROCHE-CHALAIS au sein du syndicat mixte et de l'adhésion de la communauté d'agglomération du Libournais,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde ;

## A R R E T E N T

**ARTICLE PREMIER** - Il est pris acte de la substitution de la communauté de communes du Pays de Saint-Aulaye à la commune de LA ROCHE-CHALAIS au sein du Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation des Déchets Ménagers du Libournais-Haute Gironde (SMICVAL) et de l'adhésion de la communauté d'agglomération du Libournais au Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation des Déchets Ménagers du Libournais-Haute Gironde (SMICVAL).

**ARTICLE 2** - L'article 1 des statuts du SMICVAL est modifié comme suit :

« Conformément aux dispositions des articles L. 5711-1, L. 5711-2 et L. 5211-41-3 du CGCT,  
Il est formé un syndicat mixte fermé de collecte et de valorisation des déchets ménagers et assimilés, entre :

➤ Les communes isolées suivantes (3) : SAINT-CIBARD – SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND – SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE.

➤ Etablissements Publics de Coopération Intercommunale suivants (12):

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BASSE VALLEE DE L'ISLE (24).
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-AULAYE (24).
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUSSACAIS.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BLAYE.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BOURG.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CUBZAGUAIS.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE FRONSAC.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA JURIDICTION DE SAINT-EMILION.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE-CANTON DE SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE SAINT-SAVIN.
- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD-LIBOURNAIS.
- COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU LIBOURNAIS. »

**ARTICLE 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Blaye et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Présidents des communautés de communes concernées,
- . Maires des communes concernées
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Trésorier Payeur Général de la Gironde,
- . Trésorier de COUTRAS

**ARTICLE 4** - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire

Fait à Périgueux, le 11 mai 2012,

Fait à Bordeaux, le 29 mai 2012,

P/ LE PREFET et par délégation,  
LE SECRETAIRE GENERAL,

LE PREFET,

Benoist DELAGE

Patrick STEFANINI

## ANNEXE

### Membres et périmètre du Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation des Déchets Ménagers du Libournais-Haute Gironde (SMICVAL)

#### Communes isolées (3) :

SAINT-CIBARD – SAINT-SAUVEUR-DE-PUYNORMAND – SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE -

#### Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (12) :

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA BASSE VALLEE DE L'ISLE (24) représentant la commune de MOULIN-NEUF.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-AULAYE (24) représentant les communes de CHENAUD – LA ROCHE-CHALAIS – PARCOUL – PUYMANGOU.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BLAYE qui est composée des 13 communes des suivantes : BERSON - BLAYE - CAMPUGNAN - CARS - CARTELEGUE - FOURS - MAZION - PLASSAC - SAINT-ANDRONY - SAINT-GENES-DE-BLAYE - SAINT-MARTIN-LACAUSSADE - SAINT-PAUL - SAINT-SEURIN-DE-CURSAC.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BOURG qui est composée des 15 communes suivantes : BAYON-SUR-GIRONDE – BOURG-SUR-GIRONDE – COMPS – GAURIAC – LANSAC – MOMBRIER – PRIGNAC-ET-MARCAMPS – PUGNAC – SAINT-CIERS-DE-CANESSE – SAINT-SEURIN-DE-BOURG – SAINT-TROJAN – SAMONAC - TAURIAC – TEUILLAC – VILLENEUVE.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE FRONSAC qui est composée des 18 communes suivantes : ASQUES – CADILLAC-EN-FRONSADAIS – FRONSAC – GALGON – LALANDE-DE-FRONSAC – LA RIVIERE – LUGON-ET-L'ILE – DU-CARNEY – MOUILLAC – PERISSAC – SAILLANS – SAINT-AIGNAN – SAINT-GENES-DE-FRONSAC – SAINT-GERMAIN-LA-RIVIERE – SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC – SAINT-ROMAIN-LA-VIRVEE – TARNES – VERAC – VILLEGOUGE.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE SAINT SAVIN qui est composée des 16 communes suivantes : CAVIGNAC – CEZAC – CIVRAC-DE-BLAYE – CUBNEZAI – DONNEZAC – GENERAC – LARUSCADE – MARCENAI – MARSAS – SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE – SAINT-GIRONS-D'AIGUEVIVES – SAINT-MARIENS – SAINT-SAVIN – SAINT-VIVIEN-DE-BLAYE – SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC – SAUGON.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CUBZAGUAIS qui est composée des 10 communes suivantes : AUBIE-ET-ESPESSAS – CUBZAC-LES-PONTS – GAURIAGUET – PEUJARD – SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC – SAINT-ANTOINE – SAINT-GERVAIS – SAINT-LAURENT-D'ARCE – SALIGNAC – VIRSAC.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE-CANTON DE SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE qui est composée des 11 communes suivantes : ANGLADE – BRAUD-ET-SAINT-LOUIS – ETAULIERS – EYRANS – MARCILLAC – PLEINE-SELVE – REIGNAC – SAINT-AUBIN-DE-BLAYE – SAINT-CAPRAIS-DE-BLAYE – SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE – SAINT-PALAIS.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA JURIDICTION DE SAINT EMILION qui est composée des 8 communes suivantes : SAINT-CHRISTOPHE-DES-BARDES – SAINT-EMILION – SAINT-ETIENNE-DE-LISSE – SAINT HIPPOLYTE – SAINT-LAURENT-DES-COMBES – SAINT-PEY-D'ARMENS – SAINT-SULPICE-DE-FALEYRENS – VIGNONET.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUSSACAIs qui est composée des 8 communes suivantes : LES ARTIGUES-DE-LUSSAC – FRANCS – LUSSAC – MONTAGNE – NEAC – PETIT-PALAIS ET CORNEMPS – PUISSEGUIN – TAYAC.

\* COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD-LIBOURNAIS représentant les 4 communes suivantes : ARVEYRES – CADARSAC – IZON – VAYRES.

\* COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU LIBOURNAIS représentant 30 de ses 32 communes : ABZAC – BAYAS – LES BILLAUX – BONZAC – CAMPS-SUR-L'ISLE – CHAMADELLE – COUTRAS – LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES – LE FIEU – GOURS – GUITRES – LAGORCE – LALANDE-DE-POMEROL – LAPOUYADE – LIBOURNE – MARANSIN – LES PEINTURES – POMEROL – PORCHERES – PUYNORMAND – SABLONS – SAINT-ANTOINE-SUR-L'ISLE – SAINT-CHRISTOPHE-DE-DOUBLE – SAINT-CIERS-D'ABZAC – SAINT-DENIS-DE-PILE – SAINT-MARTIN-DE-LAYE – SAINT-MARTIN-DU-BOIS – SAINT-MEDARD-DE-GUIZIERES – SAVIGNAC-DE-L'ISLE – TIZAC-DE-LAPOUYADE.